REPUBLIQUE DE GUINEE

Travail – Justice - Solidarité

MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DU BUDGET



RAPPORT SUR L'EXECUTION DU BUDGET DE L'ETAT AU TITRE DU PREMIER SEMESTRE 2026



Chers compatriotes,

Conformément aux dispositions de l'article 77 de la Loi Organique Relative aux lois de Finances (LORF) du 6 août 2012, j'ai l'honneur de vous présenter le rapport sur l'exécution du budget de l'Etat au titre du premier semestre 2026.

Ce rapport s'inscrit dans la volonté du Gouvernement de renforcer la transparence budgétaire, la redevabilité publique et l'information régulière de la représentation nationale, des citoyens ainsi que des partenaires techniques et financiers sur la gestion des finances publiques.

L'exécution du budget de l'Etat, au titre du premier semestre 2026, s'est déroulé dans un contexte économique et institutionnel particulier marqué essentiellement par :

- Le passage d'une phase transitoire de gestion sous douzièmes provisoires à une exécution encadrée par la LFI 2026 et ses instruments de mise en œuvre ;
- Le renforcement de la mobilisation des recettes intérieures et de la gestion de trésorerie, avec un recours mesuré à l'emprunt ;
- La mise en place d'un comité national chargé de mieux cibler et évaluer les exonérations fiscales afin de rationaliser les dépenses fiscales ;
- La qualification des dépenses, par une meilleure programmation, maturation des projets et programmes et le suivi de leur exécution physique et financière ;
- La poursuite de la migration vers le budget programme à travers un ancrage de la gestion axée sur les résultats, afin de lier davantage les crédits budgétaires aux objectifs et indicateurs de performance des administrations ;
- Les négociations formelles à Conakry du 16 au 29 juin, puis poursuivies jusqu'au début août 2026, dans le cadre de la consultation au titre de l'article IV et de la demande de la Facilité Elargie de Crédits (FEC).

En dépit de ce contexte favorable, l'exécution du budget de l'Etat au premier semestre de l'année courante reste confrontée à certains défis liés à :

- L'absorption des financements extérieurs et la gouvernance des projets ;
- La rationalisation des dépenses fiscales ;
- La lenteur dans les procédures de passation des marchés publics.

En réponse à ces défis, le Gouvernement a entrepris la tenue d'une revue rapprochée avec la Banque mondiale en juin 2026 pour améliorer la capacité d'absorption, de décaissement et de pilotage de certains projets. Aussi, l'évaluation des dépenses fiscales a été réalisée et ce chantier est donc au stade de l'opérationnalisation. Ces réformes, traduisent la volonté du Gouvernement d'inscrire durablement les finances dans une logique de performance, de responsabilité et d'efficacité, telle qu'ambitionnée par Son Excellence Monsieur le Président de la République, Chef de l'Etat, Mamadi DOUMBOUYA.

Mariama Ciré SYLLA

Ministre de l'Economie des Finances et du Budget

Table des matières

RESUME EXECUTIF 4
SIGLES ET ABREVIATIONS 5
LISTE DES TABLEAUX 6
LISTE DES GRAPHIQUES 6
INTRODUCTION 7
I- CONTEXTE DE L'EXECUTION DU BUDGET AU TITRE DU PREMIER SEMESTRE 2026 7
I.1- Contexte économique mondial et sous régional 7
I.2- Contexte économique nationale 8
I.3- Rappel des priorités et mesures pour l'exécution du budget à fin juin 2026 8
II- SITUATION DE LA MOBILISATION DES RECETTES BUDGETAIRES 9
II.1- Analyse de la mobilisation des recettes 9
II.2- Analyse de la mobilisation des recettes par catégorie 10
II.2.1- Recettes fiscales 10
II.2.2- Dons 11
II.2.3- Autres recettes 12
II.3- Analyse des recettes minières 13
II.4- Analyse de la réalisation des recettes par régie 14
II.4.1- Direction Générale des Impôts (DGI) 15
II.4.2- Direction Générale des Douanes (DGD) 18
II.4.3- Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGT-CP) 20
II.5- Risques et perspectives sur les recettes 23
III- SITUATION DE L'EXECUTION DES DEPENSES BUDGETAIRES 23
III.1- Situation globale de l'exécution des dépenses 23
III.2- Situation des modifications de crédits 26
III.3- Analyse des dépenses par nature 28
III.3.1- Dépenses courantes 28
III.3.2- Dépenses d'investissements 30
III.4- Situation d'exécution des dépenses par fonction 32
III.5- Situation d'exécution des subventions d'électricité 34
III.6- Consommation d'eau et d'électricité de l'administration 34
III.7- Situation des instances à fin juin 2026 34
III.8- Situation de l'exécution des crédits des services déconcentrés à fin juin 2026 34
III.9- Principaux soldes et indicateurs de gestion budgétaire 35
IV- SOLDES BUDGETAIRES 35

IV.1- Solde budgétaire global 35
V- OPERATIONS DE FINANCEMENT 35
RECOMMANDATIONS GENERALES 37
CONCLUSION 38
ANNEXES 39

RESUME EXECUTIF

L'exécution du budget de l'Etat au cours du premier semestre 2026 s'est déroulée dans un contexte international caractérisé par une résilience de la croissance économique mondiale et par la persistance d'incertitudes liées aux tensions géopolitiques et financières. Selon les estimations disponibles, la croissance mondiale devrait s'établir autour de 3,0 % en 2026 avant de s'accélérer à 3,4 % en 2027. Cette dynamique serait principalement soutenue par les progrès technologiques, notamment le développement de l'intelligence artificielle (IA). Par ailleurs, l'inflation mondiale devrait s'établir à 4,7 % en 2026 sous l'effet des prix de l'énergie, avant de ralentir à 3,9 % en 2027.

Au niveau régional, malgré un environnement marqué par la volatilité des prix des matières premières, les tensions géopolitiques, les effets du dérèglement climatique et le resserrement des conditions financières, l'activité économique devrait croitre de 4,2 % en 2026 contre 4,4 % en 2025.L'inflation resterait toutefois élevée (10,4 % en 2026), aggravant ainsi la pauvreté et les inégalités.

En Guinée, la croissance économique est projetée à 8,6 % en 2026, soutenue principalement par la performance du secteur minier, les exportations et la poursuite des investissements publics dans les infrastructures. Les équilibres extérieur et budgétaire demeurent favorables grâce aux recettes minières, fiscales et douanières. Les principaux risques concernent l'inflation, la dépendance aux ressources minières et aux importations énergétiques ainsi qu'à l'instabilité internationale.

Dans ce contexte, les recettes du budget de l'Etat mobilisées se sont établies à 28 435,75 Mds GNF sur une prévision de la période de 29 719,87 Mds GNF, soit 95,68% des objectifs de la période et 50,91% des objectifs de la LFI 2026.

Quant aux dépenses totales payées yc FINEX, elles se chiffrent à 12 340,57 Mds GNF sur un objectif du plan d'engagement de 21 652,85 Mds GNF, soit 56,99% et 19,23% des projections de la LFI 2026 de 64 181,38 Mds GNF. Ces paiements se décomposent en dépenses courantes pour 10 761,33 Mds GNF et en dépenses d'investissement pour 1 579,24 Mds GNF. Les dépenses courantes et les dépenses d'investissement représentent respectivement 87,20% et 12,80% des paiements de la période.

Le solde budgétaire global, qui en résulte se chiffre à 16 095,18 Mds GNF, soit 4,01% du PIB contre 8 621,95 Mds GNF (3,4%) un an plus tôt.

SIGLES ET ABREVIATIONS

ACCT	Agence Comptable Centrale du Trésor
ANAFIC	Agence Nationale de Financement des Collectivités
BCRG	Banque Centrale de la République de Guinée
C2D	Contrat de Désendettement et de Développement
CEDEAO	Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest
CFU	Contribution Foncière Unique
CNRD	Comité National de Rassemblement pour le Développement
CNT	Conseil National de la Transition
DGB	Direction Générale du Budget
DGD	Direction Générale des Douanes
DGI	Direction Générale des Impôts
DGIPSIG	Direction Générale des Investissements Publics et du Système Intégré de Gestion
DGTCP	Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique
ERAM	École Régionale des Arts et Métiers
FCE	Fonds Commun de l'Éducation
FINEX	Financement Extérieur
FMI	Fonds Monétaire International
FODECCON	Fonds de Développement des Communes de Conakry
FNDL	Fonds National de Développement Local
GNF	Franc Guinéen
IMF	Impôt Minimum Forfaitaire
LFI	Loi de Finances Initiale
LFR	Loi de Finances Rectificative
LORF	Loi Organique Relative aux Lois de Finances
MB	Ministère du Budget
MSFP 2014	Manuel de Statistique des Finances Publiques
PIB	Produit Intérieur Brut
RER	Redevance d'Entretien Routier
RGGBCP	Règlement Général sur la Gestion Budgétaire et la Comptabilité Publique
RSU	Registre Social Unifié
SGG	Secrétariat Général du Gouvernement
TCT	Taxe de Consommation Téléphonique
TDB	Tableau de Bord
TEC	Tarif Extérieur Commun
TOF-ACB	Tableau des Opérations Financières de l'Administration Centrale Budgétaire
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée

LISTE DES TABLEAUX

TABLEAU 1: MOBILISATION DES RECETTES DU BUDGET DE L'ÉTAT À FIN JUIN 2026 (MONTANT EN MDS DE GNF) 9
TABLEAU 2: ÉVOLUTION DES RECETTES FISCALES PAR CATÉGORIE AU 30 JUIN 2026 (MONTANT EN MDS GNF) 11
TABLEAU 3: MOBILISATION DES DONS AU 30 JUIN 2026 (EN MDS GNF) 12
TABLEAU 4: TABLEAU 4: MOBILISATION DES AUTRES RECETTES À FIN JUIN 2026 (MONTANT EN MDS GNF) 12
TABLEAU 5: RÉALISATION DES RECETTES MINIÈRES PAR MINERAI ET PAR SOCIÉTÉ À FIN JUIN 2026 (EN MDS GNF) 13
TABLEAU 6: SITUATION DES RECETTES COLLECTÉES PAR LA DGI À FIN JUIN 2026 (MDS GNF) 17
TABLEAU 7: RECETTES COLLECTÉES PAR LA DGD À FIN JUIN 2026 (MONTANT EN MDS GNF) 19
TABLEAU 8: SITUATION DE MOBILISATION DES RECETTES PAR LA DGT-CP À FIN JUIN 2026 (MONTANT EN MDS GNF) 21
TABLEAU 9: EXÉCUTION GLOBALE PAR GRANDE NATURE ÉCONOMIQUE YC BAS EN À FIN JUIN 2026 25
TABLEAU 10: SITUATION DES MODIFICATIONS DE CRÉDITS À FIN JUIN 2026 PAR MINISTÈRE ET INSTITUTION (EN MDS GNF) 27
TABLEAU 11: SITUATION D'EXÉCUTION DES PROJETS ET PROGRAMMES PAR MINISTÈRES (EN MDS GNF) ... 30
TABLEAU 12: EXÉCUTION PAR GRANDE FONCTION SUR BASE PAIEMENT À FIN JUIN 2026 (EN MDS GNF) 33
TABLEAU 13: SITUATION DE L'EXÉCUTION DES CRÉDITS DES SERVICES DÉCONCENTRÉS : DÉCONCENTRÉS INTÉRIEUR, DÉCONCENTRÉS EXTÉRIEURS ET PROJETS ET PROGRAMMES À FIN JUIN 2026 (MDS DE GNF) 34
TABLEAU 14: SYNTHÈSE DE L'EXÉCUTION DES PRINCIPAUX INDICATEURS BUDGÉTAIRES 35
TABLEAU 15: ÉVOLUTION DES OPÉRATIONS DE FINANCEMENTS À FIN JUIN 2026 36
TABLEAU 16: RÉALISATION DES RECETTES PAR NATURE ET PAR RÉGIE FINANCIÈRE À FIN MARS 2026 40
TABLEAU 17: EXÉCUTION GLOBALE DES DÉPENSES HORS FINEX PAR PHASE ET PAR ADMINISTRATION À FIN JUIN 2026 (EN MDS GNF) 45
TABLEAU 18: EXÉCUTION GLOBALE DES DÉPENSES HORS FINEX PAR ADMINISTRATION ET PAR GRANDE NATURE ÉCONOMIQUE (BASE ENGAGEMENT) À FIN JUIN 2026 (EN MDS GNF) 47
TABLEAU 19:EXÉCUTION GLOBALE DES DÉPENSES DES DOUZIÈME PROVISOIRES PAR ADMINISTRATION ET PAR GRANDE NATURE ÉCONOMIQUE (BASE PAIEMENT) À FIN JUIN 2026 (MDS GNF) 50

LISTE DES GRAPHIQUES

FIGURE 1: ÉVOLUTION DES RECETTES DU BUDGET EN MARS 2026 (MONTANT EN MDS GNF) 10
FIGURE 2: MOBILISATION DES RECETTES PAR LES RÉGIES FINANCIÈRES À FIN JUIN 2026. 15
FIGURE 3: COMPARAISON ENTRE LES ENGAGEMENTS ET PAIEMENTS DES DÉPENSES À FIN JUIN 2026 26
FIGURE 4: COMPARAISON DE LA PART DES GRANDES CATÉGORIES (DIVISIONS) DE LA CLASSIFICATION FONCTIONNELLE DES DÉPENSES DE L'ADMINISTRATION DANS LA LFI 2026 ET LES DÉPENSES EXÉCUTÉES 33

INTRODUCTION

Dans le cadre du suivi de l'exécution et du renforcement de la transparence budgétaire, le Ministère de l'Economie, des Finances et du Budget, à travers la Direction Générale du Budget, produit trimestriellement et annuellement un rapport d'exécution du budget de l'Etat pour rendre compte de l'exécution des autorisations parlementaires à l'organe législatif et au grand public conformément au principe de redevabilité.

Ces rapports présentent l'analyse du contexte économique mondial, sous régional et national ainsi que les priorités du Gouvernement et les mesures d'encadrement du budget de l'Etat notamment, la poursuite des réformes fiscales et douanières, la surveillance des risques budgétaires et les perspectives économiques.

I- CONTEXTE DE L'EXECUTION DU BUDGET AU TITRE DU PREMIER SEMESTRE 2026

I.1- Contexte économique mondial et sous régional

Selon le FMI, l'économie mondiale devrait enregistrer une croissance de 3,0 % en 2026 et 3,4 % en 2027, légèrement inférieure à celle de 2024 et 2025, sous l'effet de deux forces opposées : la guerre au Moyen-Orient et l'essor des technologies liées à l'intelligence artificielle[1]. Les pays exportateurs d'énergie et ceux fortement intégrés à la chaîne de valeur technologique bénéficient d'une croissance plus soutenue, tandis que les importateurs d'énergie peu intégrés aux secteurs technologiques, notamment de nombreux pays à faible revenu, sont davantage pénalisés.

L'inflation mondiale remonterait à 4,7 % en 2026 avant de ralentir à 3,9 % en 2027, en raison principalement de la hausse des prix de l'énergie. Malgré une résilience meilleure qu'anticipée, les risques demeurent orientés à la baisse, notamment en cas d'aggravation du conflit, de fragmentation commerciale ou de correction du secteur technologique. Les perspectives pourraient s'améliorer grâce à une normalisation des marchés énergétiques, à des investissements plus importants dans les technologies, à des réformes structurelles et à une coopération internationale renforcée. Les priorités de politique économique restent la maîtrise de l'inflation, le renforcement des marges budgétaires, la sécurité énergétique, la préparation à l'IA et le soutien à une croissance durable.

2. Contexte économique sous-régional

Au niveau sous régional[2], malgré un environnement marqué par la volatilité des prix des matières premières, les tensions géopolitiques, les effets du changement climatique et le resserrement des conditions financières, les économies africaines continuent de faire preuve d'une résilience remarquable. En 2025, la croissance du PIB réel du continent s'est accélérée à 4,4 % contre 3,5 % en 2024, soutenue par une meilleure production

[1] **Source** : perspectives économiques mondiales de juillet 2026 du FMI

2 Source : rapport de la BAD sur les perspectives sous-régionales de juin 2026.

agricole, des politiques macroéconomiques favorables et des prix élevés des matières premières. Cette dynamique devrait légèrement ralentir à 4,2 % en 2026 en raison des répercussions du conflit au Moyen-Orient, avant de revenir à 4,4 % en 2027.

Les effets de ce conflit dépendront principalement de la durée des perturbations des chaînes d'approvisionnement et de leur impact sur les prix de l'énergie et des engrais. Les performances restent contrastées entre les sous-régions, avec une forte croissance en Afrique de l'Est, une progression soutenue en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale, tandis que l'Afrique australe demeure plus vulnérable aux chocs extérieurs. Par ailleurs, les pressions inflationnistes, alimentées par la hausse des prix du pétrole et du gaz, devraient atteindre 10,4 % en 2026 avant de reculer à 8,9 % en 2027. Malgré ces perspectives favorables, la croissance par habitant demeure insuffisante pour réduire significativement la pauvreté et les fortes inégalités qui persistent sur le continent.

I.2- Contexte économique nationale

Au deuxième trimestre 2026, l'économie guinéenne a évolué dans un contexte macroéconomique globalement favorable avec une projection située autour de 8,6%, soutenu par le dynamisme du secteur minier, la poursuite des investissements publics et le renforcement des infrastructures stratégiques. Les fondamentaux macroéconomiques demeurent solides, avec une croissance portée par les exportations de bauxite, d'alumine et la montée en puissance du minerai de fer, favorisant un excédent du compte extérieur et le renforcement des réserves de change. Les autorités ont maintenu une politique monétaire prudente afin de contenir les pressions inflationnistes, préserver la stabilité du taux de change et assurer la résilience du système bancaire, malgré un accès au crédit encore limité pour le secteur privé.

Sur le plan budgétaire, la mobilisation des recettes intérieures a enregistré une performance, grâce à la progression des recettes fiscales et douanières. Les dépenses publiques sont restées globalement maîtrisées, tout en soutenant l'accélération des investissements dans les infrastructures économiques et sociales. Cette évolution s'est traduite par un solde budgétaire excédentaire ainsi qu'un solde primaire positif, illustrant une gestion prudente des finances publiques. Toutefois, la persistance des tensions inflationnistes, la forte dépendance aux exportations minières, la hausse des importations énergétiques et les incertitudes de l'environnement économique international demeurent des risques susceptibles d'affecter les équilibres macroéconomiques et l'exécution budgétaire au second semestre 2026.

I.3- Rappel des priorités et mesures pour l'exécution du budget de l'Etat à fin juin 2026

Pour l'exécution du budget de l'Etat 2026, les principales priorités de politiques et mesures envisagées étaient :

- L'application du régime du 12ème provisoire autorisé par Loi N° L/2025/041/CNT du 26 décembre 2025 portant autorisation exceptionnelle de perception de recettes publiques et reconduction des crédits budgétaires de l'exercice 2025 ;
- La restructuration par décret N°D/2026/006/PRG/SGG du 26 janvier 2026, portant structure du Gouvernement ;

- La nomination des membres du gouvernement par les décrets N° D/2026/0008/PRG/SGG du 02 février 2026 et décret N° D/2026/016/PRG/SGG du 04 février 2026 ;
- La circulaire N° 0200/CABP/008 du 26 février 2026, de Monsieur le Premier Ministre fixant les enveloppes plafonds actualisées du PLF 2026 ;
- La restructuration par décret N° D/2026/0020/PRG/SGG du 12 mars 2026 des services de la primature, des ministères et des secrétariats généraux appartenant à la structure du gouvernement.

II- SITUATION DE LA MOBILISATION DES RECETTES BUDGETAIRES

II.1- Analyse de la mobilisation des recettes

A fin juin 2026, les recettes totales mobilisées se chiffrent à 28 435,75 Mds GNF sur un objectif de 29 719,87 Mds GNF soit 95,68% des objectifs de la période et 50,91% des projections de la LFI 2026 de 55 858,09 Mds GNF. Les recettes encaissées se répartissent entre le budget général pour 27 149,91 Mds GNF (95,48%) et les budgets d'affectation spéciale (BAS) pour 1 285,84 Mds GNF (4,52%).

Le niveau de mobilisation atteint s'explique par la réalisation des recettes fiscales à hauteur de 26 501,48 Mds GNF (93,20% des recettes totales mobilisées), des dons, legs et fonds de concours pour 305 Mds GNF (1,07%), des autres recettes pour 1 629,28 Mds GNF (5,73%).

Par rapport à l'année précédente, le niveau de mobilisation des recettes est en hausse d'environ +25,70% correspondant à 5 813,10 Mds GNF.

Tableau 1: Mobilisation des recettes du budget de l'Etat à fin juin 2026 (en Mds de GNF)

NATURE	CATEGORIE	LF 2026 (c)	Réal 20Réali Fin juin 202524	Situation à fin Juin 2026			Part	Accroissement
		a	b	Prév c	Réal d	Taux (e=d/c)	f	2025_2026 g=d/b-1
BUDGET GENERAL	1- Recettes fiscales	48 709,19	20 680,28	25 355,11	25 215,65	99,45%	88,68%	21,93%
	2- Dons, legs et fonds de concours	1 952,40	762,31	976,20	304,98	31,24%	1,07%	-59,99%
	3- Autres recettes	2 770,27	656,92	1 928,09	1 629,28	84,50%	5,73%	148,02%
	A. Total Budget Général (1+2+3)	**53 431,85**	**22 099,50**	**28 259,39**	**27 149,91**	**96,07%**	**95,48%**	**22,85%**
BUDGET D'AFFECTATION SPECIAL	1- Recettes fiscales	2 209,25	523,14	1 352,97	1 285,82	95,04%	4,52%	145,79%
	2- Dons, legs et fonds de concours	215,02	0,00	107,51	0,02	0,02%	0,00%	#DIV/0!
	3- Autres recettes	1,96	0,00	0,00	0,00		0,00%	#DIV/0!
	B. Total BAS	**2 426,24**	**523,14**	**1 460,48**	**1 285,84**	**88,04%**	**4,52%**	**145,79%**
BUDGET DE L'ETAT	1- Recettes fiscales	50 918,44	21 203,42	26 708,07	26 501,48	99,23%	93,20%	0,25
	2- Dons, legs et fonds de concours	2 167,42	762,31	1 083,71	305,00	28,14%	1,07%	-0,60
	3- Autres recettes	2 772,23	656,92	1 928,09	1 629,28	84,50%	5,73%	148,02%
	Total Budget de l'État (A+B)	**55 858,09**	**22 622,64**	**29 719,87**	**28 435,75**	**95,68%**	**100,00%**	**25,70%**

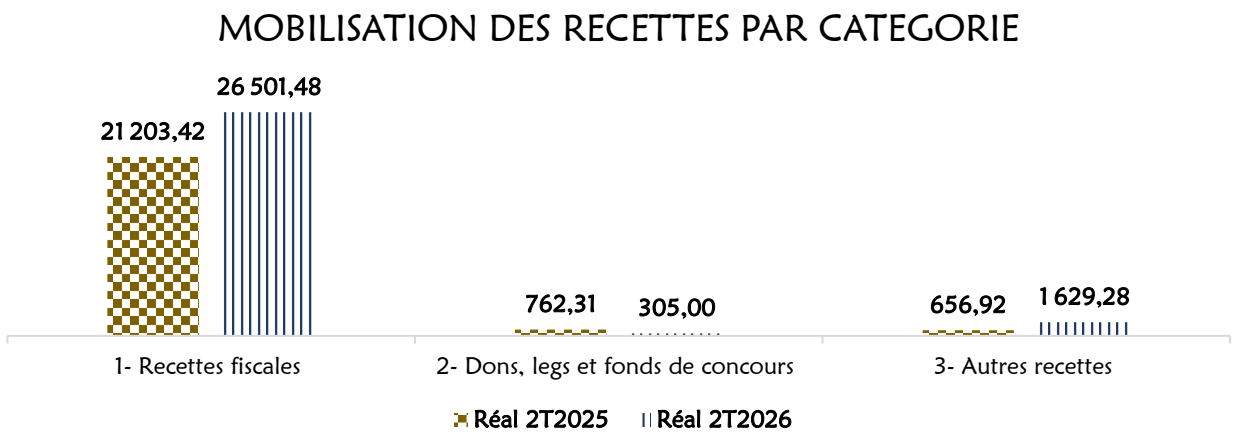
Source : DGI, DGD et DGT-CP

Par rapport aux recettes du budget général, les recettes fiscales représentent 92,88% du total, les dons représentent 1,12% et les autres recettes représentent 6,00% du total.

En glissement annuel, on note un accroissement d'environ 22,93% du niveau de mobilisation des recettes du budget général en raison des performances enregistrées sur les recettes fiscales (22,01%) d'accroissement et des autres recettes (148,02%). Cependant, des contreperformances de 59,99% sont constatées sur les dons projets et programmes correspondant à -457,33 Mds GNF.

Le graphique ci-dessous montre la dynamique de mobilisation des recettes fiscales à fin juin par catégorie.

Figure 1: Evolution des recettes du budget en fin juin 2026 (en Mds GNF)



Source : DGI, DGD et DGT-CP

Les recettes mobilisées au titre des BAS à fin juin 2026 se chiffrent à 1 285,84 Mds GNF sur une prévision de la période de 1 460,48 Mds GNF, soit 88,04%. Cette réalisation représente 53% de la Loi de Finances Initiale de 2 426,24 Mds GNF. Les ressources des BAS proviennent des recettes minières et douanières et des appuis budgétaires. Cette diversité de source pourrait expliquer le non-alignement du niveau de mobilisation des recettes à celui des BAS.

En glissement annuelle, les recettes affectées aux BAS croissent de +108,62%.

Elles se répartissent entre :

- le Fonds National de Développement Local (**FNDL**) pour **703,03 Mds GNF** ;
- le Fonds d'Investissement Minier (**FIM**) pour **234,34 Mds GNF** ;
- le Fonds de Développement des Communes de Conakry (**FODECCON**) pour **331,79 Mds GNF**;
- le Fonds Commun de l'Education **(FCE)** pour **0,2 Md GNF**

II.2- Analyse de la mobilisation des recettes par catégorie

II.2.1- Recettes fiscales

Le montant total des recettes fiscales encaissées y compris celles affectées aux BAS et les « autres comptes à recevoir » se chiffre à 26 501,43 Mds GNF sur un objectif trimestriel de 26 708,07 Mds GNF, soit un taux d'exécution de 99,23% et 49,88% des prévisions

de la LFI 2026 de 53 129,65 Mds GNF. Cet effort de mobilisation des recettes provient essentiellement des impôts sur les biens et services pour 10 495,15 Mds GNF, des impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales pour 6 624,03 Mds GNF ainsi que des impôts sur les revenus, les bénéfices et gains en capital pour 6 121,73 Mds GNF. Ces trois rubriques totalisent 87,70% des recettes fiscales recouvrées de la période.

Concernant les recettes fiscales des budgets d'affectation spéciale et « Autres Comptes à Recevoir », le niveau de réalisation à fin juin est de 2 708,70 Mds GNF sur une prévision de la période de 1 835,42 Mds GNF, soit un taux de réalisation de 147,58%.

De manière globale, on note un accroissement de 24,99% du montant total des recettes fiscales par rapport à juin 2025, correspondant à 5 298,04 Mds GNF.

Tableau 2: Évolution des recettes fiscales par catégorie au 30 juin 2026 (montant en Mds GNF)

Libellé	LF 2026 (c)	Réal Fin juin 2025	Situation à fin Juin 2026			Accroissement (2025/2026)
	a	b	Prév c	Réal d	Taux e=d/c	f=d/b-1
11- Impôts sur les revenus, les bénéfices et gains en capital	10 677,82	6 018,39	6 344,39	6 121,73	96,49%	1,72%
12- Impôts sur les salaires et la main d'œuvre	927,94	428,59	457,86	445,48	97,30%	3,94%
13- Impôts sur le patrimoine	118,63	66,04	56,20	36,04	64,13%	-45,43%
14- Impôts sur les biens et services	22 454,68	7 678,75	10 528,46	10 495,15	99,68%	36,68%
dt Redevance d'Entretien Routier (RER)	15 658,74	547,14	588,93	751,23	127,56%	37,30%
15- Impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales	15 658,74	4 696,65	7 435,43	6 624,03	89,09%	41,04%
16- Autres recettes fiscales	200,29	55,72	50,30	70,35	139,84%	26,25%
Restes à Recouvrer (RAR)	880,33	1 736,15	482,45	1 439,53	298,38%	-17,08%
TOTAL RECETTES FISCALES HORS BAS	50 918,44	20 680,29	25 355,11	25 232,31	99,52%	22,01%
Recettes fiscales Budget d'Affectation Spéciale	2 211,21	523,14	1 352,97	1 269,16	93,81%	142,61%
TOTAL RECETTES FISCALES yc BAS	53 129,65	21 203,43	26 708,07	26 501,48	99,23%	24,99%

Source : DGI, DGD et DGT-CP

II.2.2- Dons

A fin juin 2026, un montant de 305,00 Mds GNF de dons a été exécuté sur une prévision de la période de 1 083,71 Mds GNF, soit 28,14% des prévisions de la période et 14,07% de la LFI 2026 de 2 167,42 Mds GNF. Cette exécution concerne les dons projets et programmes pour 304,98 Mds GNF et les appuis budgétaire pour 0,2 Md GNF.

Comparée à l'exécution un an plutôt, on constate une contreperformance des dons de 59,99% imputable au faible niveau de réalisation des dons projets et programmes de 304,98 Mds GNF contre 762,31 Mds GNF réalisés en glissement annuel.

La réalisation de la période concerne la contribution du groupe Banque Africaine de Développement (BAD-FAD) pour 174,62 Mds GNF, l'Agence Internationale de Développement (IDA) pour 79,72 Mds GNF, le Fonds International pour le Développement Agricole (FIDA) pour 42,70 Mds GNF, la Banque Arabe Développement Economique de l'Afrique (BADEA) pour 7,66 Mds GNF et la Banque Islamique de Développement (BID) pour 0,26 Md GNF.

Tableau 3: Mobilisation des Dons au 30 juin 2026 (en Mds GNF)

Libellé	LF 2026 (b)	Réali Juin 2025	Situation à fin Mars 2026			Accroissement
	a	b	Prév c	Réal d	Taux e=d/c	2025_2026 f=d/b-1
Dons Projets et Programmes	1 952,40	762,31	976,20	304,98	31,24%	-59,99%
Dons Appuis Budgétaires	215,02	0,00	107,51	0,02	0,02%	#DIV/0!
TOTAL GENERAL	2 167,42	762,31	1 083,71	305,00	28,14%	-59,99%

Source : DGB, DGIP-SIG

II.2.3- Autres recettes

La mobilisation des autres recettes à fin juin 2026 se chiffre à 1 629,28 Mds GNF sur une prévision de la période 1 928,09 Mds GNF, soit 84,50% et 58,77% des objectifs de la Loi de Finances Initiale de 2 772,23 Mds GNF. Par rapport aux réalisations de 2025, ce poste de recettes est en hausse de 972,37 Mds GNF (+148,02%). Cette performance est observée essentiellement sur :

- Le revenu de la propriété pour 1 166,39 Mds GNF contre 336,65 Mds GNF en 2025 (+246,47%) ;
- Les amendes, pénalités et confiscations pour 143,49 Mds GNF contre 7,55 Mds GNF en 2025 (+94,73%).

Ces performances sont atténuées par des contreperformances enregistrées au niveau des recettes diverses pour 18,95 Mds GNF (-21,81%) et des ventes d'établissements marchands pour -11,38 Mds GNF (-50,67%).

Le tableau ci-dessous présente les « autres recettes par catégorie ».

Tableau 4: Mobilisation des autres recettes à fin juin 2026 (en Mds GNF)

Libellé	LF 2026 (c)	Réali Fin juin 2025	Situation à fin Juin 2026			Accroissement (2025/2026)
	a	B	Prév c	Réal d	Taux e=d/c	f=d/b-1
31. Revenu de la propriété	**1 318,23**	**336,65**	**1 099,97**	**1 166,39**	**106,04%**	**246,47%**
312. Dividendes	1 318,23	336,65	1 099,97	1 166,39	106,04%	246,47%
32. Vente de biens et services	**856,65**	**225,86**	**421,45**	**251,50**	**59,67%**	**11,35%**
321. Ventes des établissements marchands	213,16	22,47	106,38	11,09	10,42%	-50,67%
322. Droits et frais administratifs	643,48	203,40	315,06	240,41	76,31%	18,20%
33. Amendes, pénalités et confiscations	**215,22**	**7,55**	**133,03**	**143,49**	**107,86%**	**1800,53%**
331. Amendes, pénalités et confiscations	215,22	7,55	133,03	143,49	107,86%	1800,53%
34. Autres transfet reçus	**160,14**	**0,00**	**160,14**	**0,00**	**0,00%**	**#DIV/0!**
35. Recettes diverses	**222,00**	**86,85**	**113,50**	**67,90**	**59,83%**	**-21,81%**
351. recettes diverses	222,00	86,85	113,50	67,90	59,83%	-21,81%
TOTAL GENERAL	2 772,23	656,91	1 928,09	1 629,28	84,50%	148,02%

Source : DGT-CP

II.3- Analyse des recettes minières

A fin juin 2026, le recouvrement des recettes minières se chiffre à 4 752,40 Mds GNF sur une prévision en LFI 2026 de 7 498,73 Mds GNF, soit un taux de réalisation de 63,38%. Cette réalisation se décompose comme suit :

- Sociétés évoluant dans l'exploitation de la bauxite (au nombre de 19) pour 3 740,79 Mds GNF, soit 78,71% du total des recettes minières ;
- Sociétés évoluant dans l'exploitation de l'or (au nombre de 11) pour 857,16 Mds GNF, soit 18,04% du total ;
- Sociétés évoluant dans l'exploitation du fer (au nombre de 2) pour 141,55 Mds GNF, soit 2,98% du total ;
- Particuliers produisant de l'or pour 12,89 Mds GNF, soit 0,27% du total des recettes minières encaissées.

En glissement annuel, on constate une hausse de 121,21% des recettes minières, correspondant à 2 604,07 Mds GNF. Cette hausse est imputable d'une part à la rentrée en production de deux sociétés de fer pour 141,55 Mds GNF et d'autre part à la performance enregistrée sur les recettes de l'or pour 125,70 Mds GNF et celle sur les recettes issues de l'exploitation de la bauxite pour 2 336,87 Mds GNF.

La ventilation de ces recettes par type de minerai (or, bauxite, fer et particuliers) et par société se présente dans le tableau ci-dessous :

Tableau 5: Réalisation des recettes minières par minerai et par société à fin juin 2026 (en Mds GNF)

N°	Désignation	LF 2026	T1 2026		T2 2026	
			Prév	Réal	Prév	Réal
Sociétés de minerais d'or		1 194,68	460	366	459,65	870
1	SAG	437,86	156,16	139,49	156,16	370,98
2	SMD	172,30	56,91	35,56	56,91	99,26
3	GBG	48,32	12,06	12,03	12,06	29,82
4	GG EXPLORATION	80,57	19,83	24,46	19,83	31,21
5	SM MANDIANA	145,20	74,20	32,51	74,20	89,09
6	NEW JAPAN MINING COMPANY	23,98	9,29	11,85	9,29	24,99
7	KOUROUSSA GOLD M	137,08	43,31	29,59	43,31	55,00
8	MARKET BIS GO SARLp	0,00	0,00	-	0,00	0,00
9	S WELLY MINING	20,82	4,60	3,53	4,60	7,06
10	SYCAMORE	90,92	75,08	71,64	75,08	149,76
Total Société		*1 157,06*	*451,44*	*360,65*	*451,44*	*857,16*
11	*Particuliers*	*37,62*	*8,20*	*5,80*	*8,20*	*12,89*
Sociétés de minerais de bauxite		0,00	*976,03*	1 989,34	*976,03*	3882,34
12	SMB	1 363,38	337,74	737,13	337,74	1 458,67
13	BEL AIR MANING	25,80	15,12	20,90	15,12	20,90
14	AGBA (SD MINING)	684,75	62,89	139,17	62,89	322,55
15	AG2BA (KANTE)	0,00	0,00	-	0,00	0,00
16	AG2BA GIC	183,02	49,91	40,80	49,91	132,93

N°	Désignation	LF 2026	T1 2026		T2 2026	
			Prév	Réal	Prév	Réal
17	ASHAPOURA	99,34	27,62	102,30	27,62	147,06
18	DYNAMIQUE MINING	27,73	7,43	25,83	7,43	39,58
19	ZHICHENG MINING	74,35	22,24	65,41	22,24	81,91
20	XINYUAN MINING	10,98	6,50	6,07	6,50	15,27
21	S ELITE MINING GUINEA (EMG)	15,00	15,36	5,99	15,36	5,99
22	ALLIANCE MINING CORPORATION	383,06	52,33	100,56	52,33	210,58
23	KAMBIA BAUXITE MINING	349,06	33,63	71,51	33,63	79,76
24	GUINEA EVERGREEN MINING (GEMI)	280,47	15,00	31,32	15,00	85,00
25	ROUGE MINING	90,25	16,15	25,00	16,15	53,82
26	NIMBA MINING	0,00	20,06	31,86	20,06	52,92
27	REDROCK MINING	0	0		0	7,26
	SOCIETE GUINEENNE DES MINES	0,00				
28	COBAD	106,46	27,60	22,64	27,60	50,28
29	CDM CHINE	243,91	53,89	139,23	53,89	241,71
30	CHALCOGUINEE	422,19	105,55	344,11	105,55	664,67
31	SPIC INTER INVEST	95,11	25,76	44,96	25,76	69,90
32	MINING SIMANDOU	1824,95	41,08	32,51	41,08	116,44
33	SIMFER	24,23	20,06	2,02	20,06	25,11
	TOTAL GENERAL	7 498,73	1 435,68	2 355,80	1 435,68	4 752,40

Source : DGD, DGB

II.4- Analyse de la réalisation des recettes par régie

Sur un objectif à fin juin 2026 de 28 636,16 Mds GNF de recettes attendues des régies financières, il a été mobilisé 28 130,75 Mds GNF, soit un taux de réalisation de 98,24%. Comparées aux projections de la LFI 2026 de 53 690,67 Mds GNF, cette réalisation représente 52,39%.

Ce montant de recettes mobilisées se décline par régie financière comme suit :

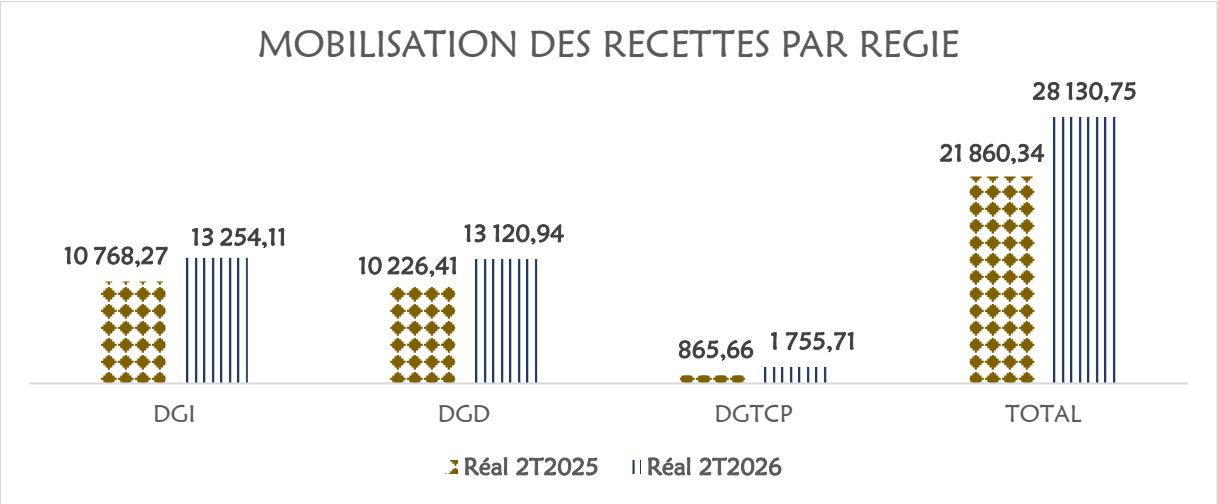
- **Direction Générale des Impôts (DGI)** : 13 254,11 Mds GNF de recettes fiscales mobilisées sur un objectif en LFI 2026 de 24 834,50 Mds GNF, soit 53,37% de réalisation ;
- **Direction Générale des Douanes (DGD)** : 13 120,94 Mds GNF de recettes douanières mobilisées sur un objectif annuel de 25 490,67 Mds GNF, soit un taux de réalisation de 51,47% ;
- **Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGT-CP)** : 1 755,71 Mds GNF de recettes mobilisées sur une prévision annuelle de 3 365,50 Mds GNF, soit un taux de réalisation de 52,17%.

Ainsi, en glissement annuel, on note une hausse de +28,68% du niveau de mobilisation des recettes provenant des régies, correspondant à 6 270,42 Mds GNF. Cette hausse s'explique par les résultats des reformes mises en œuvre dans ces régies, qui ont permis

d'enregistrer des plus-values de 2 894,53 Mds GNF, 2 485,84 Mds GNF et 890,04 Mds GNF respectivement au niveau de la DGD, DGI et la DGTCP.

Le graphique ci-dessous présente la dynamique de mobilisation des recettes par régie entre juin 2025 et juin 2026.

Figure 2: Mobilisation des recettes par les régies financières à fin juin 2026.



Source : DGI, DGD et DGT-CP

II.4.1- Direction Générale des Impôts (DGI)

Les recettes mobilisées par la DGI à fin juin 2026 se chiffrent à 13 254,11 Mds GNF sur un objectif de la période de 13 795,16 soit 96,08% des objectifs de la période. Comparée aux objectifs de la FI 2026 de 24 834,50 Mds GNF, ces réalisations représentent 53,37%.

Ce niveau de mobilisation des recettes provient essentiellement des Impôts sur les revenus, les bénéfices et gains en capital pour 7 600,34 Mds GNF (57,34%) et des impôts sur les biens et services pour 4 322,68 Mds GNF (32,61%).

Au titre des « autres comptes à recevoir » et des recettes de trésorerie, on note une réalisation de 300,34 Mds GNF, soit 2,27% du total des recettes mobilisées par la DGI.

Quant aux ressources affectées aux fonds de développement local (BAS/FNDL/FIM), elles sont mobilisées à hauteur de 369,65 Mds GNF, soit 118,36% des objectifs de la période de 312,31 Mds GNF.

En outre, il importe de noter que les recettes mobilisées par la DGI à fin juin 2026 se répartissent en impôts directs pour 8 623,01 Mds GNF (65,06%) et en impôts indirects pour 4 631,09 Mds GNF (34,94%).

Les impôts directs concernent :

- les impôts sur les bénéfices des sociétés et autres entreprises pour 4 230,81 Mds GNF (49,06%) ;
- les impôts sur les revenus des personnes physiques pour 1 890,92 Mds GNF (21,93%) ;
- les taxes sur l'extraction des substances minières autres que les métaux précieux 1 848, 26 Mds GNF (21,43%);
- les timbres fiscaux et autres droits d'enregistrement 57,98 Mds GNF (0,67%);
- les impôts sur les salaires et la main d'œuvre pour 445,48 Mds GNF (5,17%) ;
- les impôts sur la propriété immobilière pour 36,04 Mds GNF (0,42%);
- redevances de transports des minerais de fer pour 4,29 Mds GNF (0,05%);
- amendes et pénalités 109,22 Mds GNF (1,27%).

Quant aux impôts indirects, ils concernent :

- la TVA intérieure pour 3 032,55 Mds GNF (65,49%);
- la Taxe d'Accès au Réseau des Télécommunications (TARTEL) et la Taxe sur la Consommation Téléphonique (TCT) pour 922,01 Mds GNF (19,91%) ;
- les droits d'enregistrement et autres droits de douanes 8,07 Mds GNF (0,18%);
- les taxes sur les véhicules à moteur 19,78 Mds GNF (0,43%);
- les taxes sur les contrats d'assurance et les activités financières 193,26 Mds GNF (4,17%);
- les Autres comptes à recevoir pour 300,34 Mds GNF (6,49%);
- les taxes sur l'extraction des substances minières autres que les métaux précieux (minerai de fer) 65,55 Mds GNF (1,41%) ;
- les autres (surtaxes fiscales et jeux de hasards, taxe sur finex DGI) pour 89,54 Mds GNF (1,93%).

Le tableau ci-dessous présente le détail des recettes mobilisées par la Direction Générale des Impôts à fin juin 2026.

Tableau 6: Situation des recettes collectées par la DGI à fin juin 2026 (Mds GNF)

LIBELLE	LFR 2025 (b)	LF 2026 (c)	Réal Juin 2025	Situation à fin Juin 2026			Accroissement (2025/2026)
	A	b	c	Prév d	Réal e	Taux (f=e/d)	g=e/c-1
11. Impôts sur les revenus, les bénéfices et gains en capital	9 913,06	13 689,20	5 871,35	7 593,65	7 600,34	100,09%	29,45%
111. Impôts sur les revenus des personnes physiques	2 776,66	3 633,48	1 498,62	1 956,11	1 890,92	96,67%	26,18%
112. Impôts sur les bénéfices des sociétés et autres entreprises	4 910,33	7 044,34	3 014,84	4 388,28	4 230,81	96,41%	40,33%
113 Impôts non ventilables (Taxe extraction substances Minières métaux Précieux TME)	2 226,07	3 011,38	1 357,88	1 249,25	1 478,61	118,36%	8,89%
12. Impôts sur les salaires et la main d'œuvre	778,89	927,94	428,57	457,86	445,48	97,30%	3,95%
121. Impôts sur les salaires et la main d'œuvre	778,89	927,94	428,57	457,86	445,48	97,30%	3,95%
13. Impôts sur le patrimoine	110,98	118,63	55,94	56,20	36,04	64,13%	-35,57%
131. Impôts sur la propriété immobilière	110,98	118,63	55,94	56,20	36,04	64,13%	-35,57%
132. Impôts sur les mutations d'immeubles, de meubles, de jouissance, d'autres documents et actes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	#DIV/0!	#DIV/0!
14. Impôts sur les biens et services	7 789,49	8 880,21	4 090,10	5 014,11	4 322,68	86,21%	5,69%
141. Impôts généraux sur les biens et services	5 628,40	6 461,62	2 999,80	3 524,43	3 068,74	87,07%	2,30%
142. Les accises	89,35	96,34	41,40	45,30	53,35	117,78%	28,85%
143. Impôts sur les services déterminés	414,90	375,34	186,92	201,51	193,26	95,90%	3,39%
144. Taxes sur l'utilisation ou l'autorisation d'utiliser des biens ou d'exercer des activités	1 656,86	1 946,92	861,97	1 242,87	1 007,34	81,05%	16,86%
16. Autres recettes fiscales	158,12	200,29	55,87	50,30	70,35	139,84%	25,91%
161. Autres recettes fiscales à la charge exclusive des entreprises	158,12	200,29	55,87	50,30	70,35	139,84%	25,91%
Amendes et pénalités - DGI	209,50	163,24	0,00	111,96	109,22	97,55%	#DIV/0!
TOTAL DGI hors BAS/FNDL/ANAFIC (1)	**18 960,04**	**23 979,51**	**10 501,83**	**13 284,08**	**12 584,11**	**94,73%**	**19,83%**
Autres Comptes à Recevoir (Ex. clos)	321,38	350,32	119,12	198,77	300,34	151,10%	152,12%
TOTAL YC Autres comptes à recevoir (Ex. clos) (3)	**19 281,42**	**24 329,83**	**10 620,96**	**13 482,85**	**12 884,45**	**95,56%**	**21,31%**
BAS/FNDL/ANAFIC(TME) (2)	428,06	504,67	147,31	312,31	369,65	118,36%	150,94%
TOTAL DGI yc BAS/FNDL/ANAFIC (2+3)	**19 709,47**	**24 834,50**	**10 768,27**	**13 795,16**	**13 254,11**	**96,08%**	**23,08%**

Source : DGI

II.4.2- Direction Générale des Douanes (DGD)

Les recettes mobilisées par la Direction Générale des Douanes s'élèvent à 13 120,94 Mds GNF en 2026 sur une prévision de la période de 12 600,83 Mds GNF soit 104,13% de réalisation et 51,47% des objectifs de la LFI 2026 de 25 490,67 Mds GNF.

Ces recettes mobilisées par la DGD se déclinent par catégorie comme suit :

- impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales pour **6 086,47** Mds GNF (46,39%) ;
- impôts sur les biens et services pour 4 244,53 Mds GNF (32,35%) dont **899,51** Mds GNF de ressources affectées aux BAS (FNDL/FIM/FODECCON) ;
- revenus sur les produits pétroliers affectés au fonds d'entretien routier pour 751,23 Mds GNF (5,73%); et,
- autres comptes à recevoir (exercice clos) pour 1139,20 Mds GNF (8,68%).

Par rapport à l'année précédente, les recettes mobilisées par la Direction Générale des Douanes augmentent de +28,30%, correspondant à 2 894,53 Mds GNF.

Il importe de noter que les droits de douanes et autres droits à l'importation représentent 67,33% des impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales s'élevant à 6 086,47Mds GNF. Quant aux taxes à l'exportation, elles représentent 32,67% de cette catégorie d'impôt.

En outre, pour la période en revue, l'administration des douanes a mobilisé une recette globale de 15 398,95 Mds GNF dont 13 120,94 Mds GNF de Recettes Budgétaires et 2 278,01 Mds GNF de recettes mobilisées pour le compte d'autres administrations, telles que la Direction Générale des Impôts (DGI), la Chambre du Commerce, Industrie et Artisanat de Guinée, la Chambre d'Agriculture de Guinée et les ressources mobilisées en faveur de l'Intégration Économique (CEDEAO).

Les recettes budgétaires mobilisées par produit se répartissent comme suit :

- produits pétroliers (y compris RER) : 3.975,28 Mds GNF, soit une contribution de 30,30% ;
- produits miniers : 2.838,59 Mds GNF encaissés, soit 21,63% du total des recettes douanières et;
- autres produits (y compris CTSS) : 6.307,09 Mds GNF, soit une contribution de 48,07%.

Il importe de noter que 1 353,41 Mds GNF de subvention sur le carburant ont été constatée au premier semestre 2026.

Le tableau ci-dessous présente la réalisation des recettes douanières à fin juin 2026.

Tableau 7: Recettes collectées par la DGD à fin Juin 2026 (montant en Mds GNF)

Libellé	LFR 2025	LF 2026	Réal Juin 2025	Situation à fin Juin 2026			Accroissement (2025/2026)
	a	B	c	Prév d	Réal e	Taux (f=e/d)	g=e/c-1
14. Impôts sur les biens et services	**6 429,08**	**8 079,29**	**3 606,21**	**3 966,01**	**4 244,53**	107,02%	17,70%
141. Impôts généraux sur les biens et services	**5 678,58**	**7 235,23**	**3 252,04**	**3 522,26**	**3 825,21**	108,60%	17,62%
14110. Taxes sur la valeur ajoutée (TVA)	**5 678,58**	**7 235,23**	**3 252,04**	**3 522,26**	**3 825,21**	108,60%	17,62%
1411002. TVA à l'importation	5 562,18	7 194,47	3 234,60	3 499,01	3 813,07	108,98%	17,88%
1411003. TVA sur Finex	116,40	40,76	547,14	23,25	12,14	52,22%	-97,78%
142. Les accises	**750,49**	**844,06**	**17,45**	**443,75**	**419,32**	94,50%	2303,50%
14210. Droits d'accises	226,72	294,78	354,16	138,15	154,09	111,54%	-56,49%
14211. Taxe spécifique sur les produits pétroliers	523,77	549,28	103,29	305,60	265,24	86,79%	156,79%
15. Impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales	**9 666,80**	**13 994,20**	**250,87**	**6 721,55**	**6 086,47**	90,55%	2326,10%
151. Droits de douanes et autres droits à l'importation	**6 735,74**	**8 103,76**	**4 627,61**	**4 030,34**	**4 098,30**	101,69%	-11,44%
15110. Droit fiscal à l'importation	5 133,94	6 352,56	3 104,30	3 214,72	3 218,49	100,12%	3,68%
15111. Droit de magasinage	0,53	0,58	2 404,92	0,30	0,07	24,93%	-100,00%
15112. Taxe d'entreposage	179,45	173,95	0,27	83,33	100,55	120,66%	37140,20%
15113. redevances de liquidation	1 165,54	1 290,04	70,16	590,83	675,29	114,29%	862,48%
15114. Produit de ventes aux enchères	10,51	11,60	519,17	6,71	1,07	15,90%	-99,79%
15115. Taxe enregistrement douane	150,92	161,10	4,87	77,49	47,25	60,97%	869,71%
15116. Taxes conjoncturelles de protection	54,76	60,45	68,75	30,95	23,31	75,31%	66,10%
15118. Amendes et confiscations douanières	29,70	42,00	26,29	19,83	30,16	152,09%	14,71%
15119. Redevances de prestation administratives	10,39	11,47	6,45	6,18	2,12	34,26%	-67,17%
152. Taxes à l'exportation	**2 931,07**	**5 890,45**	**3,42**	**2 691,21**	**1 988,17**	73,88%	58044,85%
15210. Taxes à l'exportation sur les substances autres minières	1 840,43	4 569,82	1 523,31	2 106,31	1 069,02	50,75%	-29,82%
15211. Taxe à l'exportation sur les métaux précieux	925,12	1 184,75	1 469,78	495,98	857,16	172,82%	-41,68%
15212. Taxe à l'exportation sur la production artisanale de l'Or et autres pierres précieuses	51,61	37,62		25,62	12,89	50,33%	#DIV/0!
15213. Droit fiscal à la sortie	113,90	98,25		63,30	49,09	77,56%	#DIV/0!
TOTAL RECETTES DGD (1) HORS FODECON	**16 095,88**	**22 073,49**	**53,53**	**10 687,56**	**10 331,00**	**96,66%**	**19197,89%**
Autres comptes à recevoir (ex. clos)	1 850,55	530,01	8 233,82	283,68	1 139,20	401,57%	-86,16%
Redevance d'Entretien Routier (RER)	978,83	1 180,63	1 580,31	588,93	751,23	127,56%	-52,46%
TOTAL DGD YC RER ET AUTRE COMPTE (3)	**18 925,25**	**23 784,13**	**9 814,13**	**11 560,17**	**12 221,43**	**105,72%**	**24,53%**
BAS/FNDL/FODECCON	1 133,38	1 706,54	412,28	1 040,65	899,51	86,44%	118,18%
TOTAL DGD YC RER ET AUTRE COMPTE (3)	**20 058,63**	**25 490,67**	**10 226,41**	**12 600,83**	**13 120,94**	**104,13%**	**28,30%**

Source : DGD

II.4.3- Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGT-CP)

Les recettes mobilisées par la DGT-CP à fin juin 2026 se chiffrent à 1 755,71 Mds GNF sur une prévision de la période de 2 240,17 Mds GNF, soit 78,37% de réalisation. Comparées aux prévisions de la LFI 2026 de 3 365,50 Mds GNF, le taux de réalisation est de 52,17%.

En glissement annuel, on note une hausse du niveau de mobilisation de +102,82%, correspondant à +890,04 Mds GNF.

Les recettes mobilisées par la DGT-CP à juin 2026 se décomposent comme suit :

- les taxes sur l'utilisation ou l'autorisation d'utiliser des biens ou d'exercer des activités ……...265,81 Mds GNF;
- les revenus de la propriété……1 166,39 Mds GNF;
- la vente de biens et services……251,50 Mds GNF;
- les recettes diverses…… 67,90 Mds GNF;
- les amendes, pénalités et confiscations……4,11 Md GNF.

Ces encaissements se répartissent en recettes fiscales pour 265,81 Mds GNF (15,14%) et en « autres recettes » pour 1 489,90 Mds GNF (84,86%).

En outre, il importe de noter que 66,43% des recettes de la DGT-CP sont constituées de dividendes et 14,32% de ventes de biens et services.

Le tableau ci-dessous présente le détail des recettes mobilisées par la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique en 2026.

Tableau 8: Situation de mobilisation des recettes par la DGT-CP à fin juin 2026 (montant en Mds GNF)

LIBELLE	LFR 2025	LFI 2026	Réal Juin 2025	Situation à fin Juin 2025			Accroiss. (2025/2026)
	a	B	c	Prév d	Réal e	Taux (f=e/d)	g=e/c-1
144. Taxes sur l'utilisation ou l'autorisation d'utiliser des biens ou d'exercer des activités	**491,75**	**798,51**	**208,86**	**443,88**	**265,81**	59,88%	27,27%
14414 Ticket d'entrée	**2,53**	**0,00**	**2,53**	**0,00**	**0,00**	!	-100,00%
14417. Redevances sociétés de pêche	120,96	115,53	53,40	92,58	66,00	71,29%	23,60%
14418. Redevance comptoirs acheteurs collecteurs. (Diamant)	**4,72**	**6,05**	**2,49**	**3,08**	**1,85**	60,11%	-25,77%
144180. Redevance sur l'utilisation des eaux souterraines et superficiaires	0,64	0,71	0,00	0,35	0,18	51,64%	!
14419. Redevances exploitation minières	**49,13**	**78,24**	**33,26**	**55,79**	**37,59**	67,37%	12,99%
144190. Permis d'importation et d'exportation de marchandises (DDI-DDE)	**204,93**	**301,82**	**107,18**	**144,00**	**160,15**	111,22%	49,43%
14429 Frais d'autorisation de transport	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	!	!
144182. Redevance superficiaire	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	!	!
144183. Redevance de chasse et faunes	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	!	!
14422. Redevances téléphone mobile GSM	**108,84**	**290,16**	**10,00**	**145,08**	**0,00**	0,00%	-100,00%
14424. Frais de délivrance des agréments du tourisme et de l'hôtellerie	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3,00**	**0,00**	0,00%	!
14425. Frais de délivrance des agréments autres activités non classées	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	!	!
Redevances des sociétés de sécurité privée	**0,00**	**6,00**	**0,00**	**0,00**	**0,04**	!	!
3. Autres recettes	**1 997,00**	**2 566,99**	**656,80**	**1 796,30**	**1 489,90**	82,94%	126,84%
31. Revenu de la propriété	**1 028,61**	**1 318,23**	**336,65**	**1 099,97**	**1 166,39**	106,04%	246,47%
312. Dividendes	1 028,61	1 318,23	336,65	1 099,97	1 166,39	106,04%	246,47%
32. Vente de biens et services	**596,09**	**856,65**	**225,86**	**421,45**	**251,50**	59,67%	11,35%
321. Ventes des établissements marchands	**123,98**	**213,16**	**22,47**	**106,38**	**11,09**	10,42%	-50,66%
32110. Locations d'actifs produits	0,18	84,42	0,09	42,21	0,00	0,00%	-100,00%
32111. Locations d'actifs non produits	123,80	128,74	22,38	64,17	11,09	17,27%	-50,47%
32111. Redevances domaniales	123,80	128,74	22,38	64,17	11,09	17,27%	-50,47%
322. Droits et frais administratifs	**472,11**	**643,48**	**203,40**	**315,06**	**240,41**	76,31%	18,20%
32211. Frais judiciaires	1,45	1,28	0,64	0,64	0,21	33,33%	-66,95%
32212. Recettes Consulaires	0,53	0,59	0,41	0,29	0,58	197,72%	41,95%
3222.2 ventes de passeports	155,00	171,12	69,33	65,56	54,42	83,01%	-21,51%
32214. Visa d'entrée sur le sol guinéen	46,11	75,73	17,71	40,79	37,29	91,41%	110,52%
32214. Cartes de séjours étrangers résidents	3,56	15,83	1,71	8,05	2,34	29,01%	36,54%
32216. Droits et Frais de cartes nationales d'identité	2,30	0,00	2,30	0,00	0,04	!	-98,28%

LIBELLE	LFR 2025	LFI 2026	Réal Juin 2025	Situation à fin Juin 2025			Accroiss. (2025/2026)
	a	B	c	Prév d	Réal e	Taux (f=e/d)	g=e/c-1
32217. Vente de documents administratifs (valeur et titres)	5,23	6,14	9,10	3,17	3,05	96,33%	-66,45%
32219. Droits topographiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,07	!	!
32223. Permis de conduire	27,46	32,76	14,32	16,95	25,81	152,24%	80,18%
32220. Droits et Frais d'immatriculation véhicules et engins	83,75	101,39	43,58	50,55	36,84	72,88%	-15,46%
32221. Autres droits et frais administratifs	15,00	10,56	0,50	5,28	8,33	157,82%	1554,04%
32222. Extrait de naissance biométrique	2,58	0,00	2,58	0,00	0,08	!	-96,95%
32223. Permis de travail aux étrangers	105,55	136,53	41,21	78,01	67,97	87,14%	64,96%
32224. Droits d'analyse et de contrôle du laboratoire national	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	!	!
32225. Frais titre foncier	23,57	31,55	0,00	15,77	3,38	21,40%	!
32226, Primo-arrivants		60,00	0,00	30,00	0,00	0,00%	!
33. Amendes, pénalités et confiscations	**5,95**	**9,98**	**7,44**	**1,24**	**4,11**	330,76%	-44,68%
331. Amendes, Pénalités et Confiscations	**5,95**	**9,98**	**7,44**	**1,24**	**4,11**	330,76%	-44,68%
33110. Amendes judiciaires	0,07	0,07	0,00	0,04	0,00	0,00%	-100,00%
33111. Amendes Polices routières	0,98	1,08	0,58	0,54	0,40	73,32%	-31,66%
33112. Amendes Gendarmerie routière	1,21	1,33	0,73	0,67	0,87	130,88%	19,55%
33113. Amendes de pêches	3,70	7,50	6,12	0,00	2,84	!	-53,54%
349. Autres transferts reçus	**192,43**	**160,14**	**0,00**	**160,14**	**0,00**	0,00%	!
35. Recettes diverses	**173,91**	**222,00**	**86,85**	**113,50**	**67,90**	59,83%	-21,82%
351. Recettes diverses	**173,91**	**222,00**	**86,85**	**113,50**	**67,90**	59,83%	-21,82%
35112. Ristournes sur les recettes des jeux	154,89	201,00	68,49	103,00	14,11	13,70%	-79,39%
35113. Recettes en atténuation des dépenses	19,02	20,99	18,37	10,50	0,00	0,00%	-100,00%
35114. Recettes Exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	!	!
Consignations	0,00	0,00	0,00	0,00	53,79	!	!
TOTAL DGTCP	**2 488,75**	**3 365,50**	**865,66**	**2 240,17**	**1 755,71**	**78,37%**	**102,82%**
Cession d'actif, consignation et fonds de concours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	!	!
TOTAL DGTCP yc Cession d'actif	**2 488,75**	**3 365,50**	**865,66**	**2 240,17**	**1 755,71**	**78,37%**	**102,82%**

Source : DGT-CP

II.5- Risques et perspectives sur les recettes

L'exécution budgétaire à fin juin 2026 a fait face à certaines catégories de risques notamment :

- Aux défis de gestion dynamique de la trésorerie (tension de trésorerie) ;
- Au ralentissement de l'exécution des investissements public ;
- Au niveau important des restes à payer (arriérés de paiement) ;
- Au suivi des restes à recouvrer ;
- Au niveau de l'évolution des exonérations et au risque de taux de change ;
- Au ralentissement des activités minières.

En perspective, la mise en place des mesures d'encadrement de ces risques, pourrait garantir l'atteinte des objectifs de politique budgétaires.

Enfin, les études engagées par les sociétés minières pour la construction de raffinerie et les différentes études d'impacts environnemental et social permettront certainement de mieux capitaliser sur la fiscalité.

III- SITUATION DE L'EXECUTION DES DEPENSES BUDGETAIRES

L'analyse de l'exécution des dépenses budgétaires de la période porte sur les points suivants :

- la situation globale de l'exécution des dépenses ;
- la situation des mouvements de crédits ;
- l'analyse des dépenses par grande nature économique ;
- la situation des restes à payer ;
- la situation de l'exécution des crédits des services déconcentrés.

III.1- Situation globale de l'exécution des dépenses

L'exécution des dépenses budgétaires au titre du premier semestre 2026 a connu un paiement y compris Finex de 12 340,57 Mds GNF soit 56,99% de l'objectif du plan d'engagement de 21 652,85 Mds GNF et 19,23% des prévisions de la LFI 2026 de 64 181,38 Mds GNF. Les paiements représentent environ 77% des ordonnancements, soit 16 030,09 Mds GNF et 75,65% des engagements correspondant à 16 312,00 Mds GNF.

Ces paiements se décomposent en dépenses courantes pour 10 761,33 Mds GNF, soit 71,92% des prévisions du plan d'engagement de la période de 14 962,73 Mds et en dépenses d'investissement pour 1 579,24 Mds GNF, représentant 23,61% des objectifs de la période de 6 690,13 Mds GNF.

Les dépenses courantes et les dépenses d'investissement représentent respectivement 87,20% et 12,80% des paiements de la période. Quant aux dépenses payées sur financement extérieur, elles représentent 1 520,59 Mds GNF, soit 14% des inscriptions de la LFI 2026 de 10 859,14 Mds GNF.

En glissement annuel, les paiements baissent de 11,86 points de pourcentage passant de 14 000,69 Mds GNF en 2025 à 12 340,57 Mds GNF en 2026.

Le tableau ci-dessous présente la situation des dépenses par grande nature économique à fin juin 2026

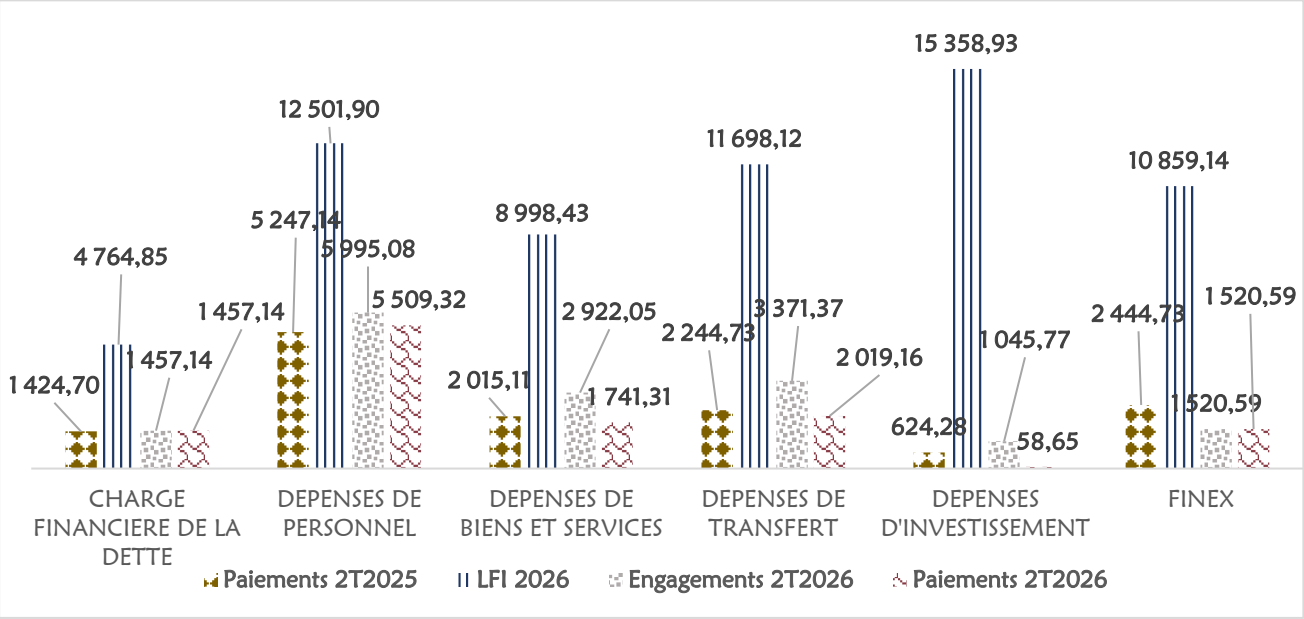
Tableau 9: Exécution globale par grande nature économique yc BAS en à fin juin 2026

TITRE	MT_PAYE T2 2025	LFI 2026	PLAN D'ENGAGE T2 Cum	ENGAGEM. CF 2	TAUX D'ENG.	MT_LIQ	MT_ORD	TAUX D'ORDONN.	MT_PAYE	TAUX DE PAIEMENT		ACCROISS.
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5=4/3)	(6)	(7)	(8=7/4)	(9)	(10=9/3)	(11=9/2)	(12=9/1-1)
CHARGES FINANCIERES DE LA DETTE	1 424,70	4 764,85	2 086,29	1 457,14	69,84%	1 457,14	1 457,14	100,00%	1 457,14	69,84%	30,58%	2,28%
DEPENSES DE PERSONNEL	5 247,14	12 501,92	5 658,84	5 995,08	105,94%	5 995,08	5 994,11	99,98%	5 509,32	97,36%	44,07%	5,00%
DEPENSES DE BIENS ET SERVICES	2 005,56	8 998,43	2 444,74	2 922,05	119,52%	2 911,25	2 874,38	98,37%	1 775,72	72,63%	19,73%	-11,46%
DEPENSES DE TRANSFERT	2 176,04	9 486,91	4 590,94	3 189,45	66,82%	3 189,45	3 177,90	99,64%	2 019,16	42,30%	21,28%	-7,21%
DEPENSES D'INVESTISSEMENT	624,28	15 358,93	5 169,54	1 045,77	20,23%	833,87	824,06	78,80%	58,65	1,13%	0,38%	-90,61%
TOTAL HORS FINEX	**11 477,72**	**51 111,03**	**19 950,35**	**14 609,49**	**72,57%**	**14 386,79**	**14 327,58**	**98,07%**	**10 819,98**	**53,74%**	**21,17%**	**-5,73%**
FNDL / ANAFIC	*68,69*	*1 171,39*	*0,00*	*0,00*	*0,00%*	*0,00*	*0,00*	*0,00%*	*0,00*	*0,00%*	*0,00%*	*-100,00%*
FODECCON	*0,00*	*649,37*	*0,00*	*0,00*	*0,00%*	*0,00*	*0,00*	*0,00%*	*0,00*	*0,00%*	*0,00%*	*0,00%*
FIM	*0,00*	*390,46*	*181,92*	*181,92*	*100,00%*	*181,92*	*181,92*	*100,00%*	*0,00*	*0,00%*	*0,00%*	*0,00%*
FCE	*9,55*	*215,02*	*0,02*	*0,02*	*100,00%*	*0,02*	*0,02*	*100,00%*	*0,00*	*0,00%*	*0,00%*	*-100,00%*
FINEX hors FCE	*2 444,73*	*10 644,11*	*1 520,59*	*1 520,57*	*100,00%*	*1 520,57*	*1 520,57*	*100,00%*	*1 520,59*	*100,00%*	*14,29%*	*-37,80%*
TOTAL Y C FINEX	**14 000,69**	**64 181,38**	**21 652,87**	**16 312,00**	**74,71%**	**16 089,30**	**16 030,08**	**98,27%**	**12 340,57**	**56,52%**	**19,23%**	**-11,86%**

Source : DGB, CHAINE DÉPENSES

Le graphique ci-dessous présente l'exécution des dépenses, par grande nature économique.

Figure 3: Comparaison entre les engagements et paiements des dépenses à fin juin 2026



Source : DGB, SMSI

Exécution des dépenses des Budgets d'Affectation Spéciale (BAS)

Au cours de ce premier semestre 2026, il a été payé au titre des BAS, un montant de 181,92 Mds GNF en faveur du Fonds d'Investissement Minier (FIM).

III.2- Situation des modifications de crédits

A fin juin 2026, le solde des mouvements de crédits opérés en ouvertures et en annulations après le vote de la LFI 2026 se chiffre à 209,90 Mds GNF.

Ces modifications concernent :

- Loi de finances : 64 181,38 Mds GNF ;
- Crédits actuels : 64 391,28 Mds GNF ;
- Ouvertures : 390,40 Mds GNF ;
- Annulations : 180,50 Mds GNF.

Le tableau ci-dessous récapitule les mouvements de crédits par administration.

Tableau 10: Situation des modifications de crédits à fin juin 2026 par Ministère et Institution (en Mds GNF)

SECTION	LIBELLE_LONG_SECTION	LFI 2026	12ème PROVISOIRES	CHARGEMENT LFI 2026	CREDIT ACTUEL	AUGMENTATION	ANNULATION
01	PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	1 101,36	179,00	922,81	1 101,80	0,44	0,00
02	PRIMATURE	155,99	23,88	132,11	155,99	0,00	0,00
03	MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE	6 072,34	1 299,55	4 772,79	6 072,34	0,00	0,00
04	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE ET DE LA DECENTRALISATION	2 984,04	823,04	2 165,41	2 988,45	4,41	0,00
05	MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE	1 188,01	208,41	978,85	1 187,26	0,00	0,75
06	MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME	932,92	82,29	850,63	932,92	0,00	0,00
07	MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES, DE L'INTEGRATION AFRICAINE ET DES GUINEENS ETABLIS A L'ETRANGER	1 095,76	199,32	896,44	1 095,76	0,00	0,00
08	MINISTÈRE DU PLAN, DE LA COOPÉRATION INTERNATIONALE ET DU DEVELOPPEMENT	482,85	25,43	461,25	486,67	3,82	0,00
09	MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DU BUDGET	6 811,86	673,01	6 034,50	6 707,51	0,00	104,36
10	MINISTERE DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION ET DE LA FONCTION PUBLIQUE	388,34	50,64	349,91	400,55	12,21	0,00
11	MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE	1 912,23	63,51	1 848,73	1 912,24	0,02	0,00
12	MINISTERE DE LA PECHE ET DE L'ECONOMIE MARITIME	545,87	24,94	521,58	546,52	0,66	0,00
13	MINISTERE DES MINES ET DE LA GEOLOGIE	747,25	101,34	645,95	747,29	0,04	0,00
14	MINISTERES DES INFRASTRUCTURES	5 193,78	13,96	5 180,08	5 194,04	0,27	0,00
15	MINISTÈRE DE L'URBANISME, DE L'HABITAT ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TÉRRITOIRE	1 119,00	25,40	1 093,62	1 119,01	0,02	0,00
16	MINISTÈRE DU COMMERCE	19,73	27,90	13,21	41,12	21,39	0,00
17	MINISTÈRE DU TOURISME ET DE L'HÔTELLERIE	0,00	3,75	0,00	3,75	3,75	0,00
18	MINISTERE DE LA SANTE ET DE L'HYGIENE PUBLIQUE	3 761,05	302,98	3 562,45	3 865,44	104,39	0,00
19	MINISTERE DE LA FEMME, DE LA FAMILLE ET DE LA SOLIDARITE	699,84	41,02	658,72	699,74	0,00	0,09
20	MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE, DE L'ALPHABETISATION, DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	5 712,87	822,97	4 868,44	5 691,41	0,00	21,46
21	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET DE L'EMPLOI	38,89	75,58	27,35	102,93	64,04	0,00
22	MINISTRE DE LA COMMUNICATION, DE L'ÉCONOMIE NUMERIQUE ET DE L'INNOVATION	883,19	26,33	847,99	874,32	0,00	8,87
23	MINISTRE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS	802,94	29,62	767,63	797,25	0,00	5,70
24	CONSEIL NATIONAL DE LA TRANSITION	252,56	44,26	208,30	252,56	0,00	0,00
25	COUR SUPREME	87,32	28,70	58,62	87,32	0,00	0,00
26	HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION	67,93	5,94	61,99	67,93	0,00	0,00

SECTION	LIBELLE_LONG_SECTION	LFI 2026	12ème PROVISOIRES	CHARGEMENT LFI 2026	CREDIT ACTUEL	AUGMENTATION	ANNULATION
28	SECRÉTARIAT GÉNÉRAL DU GOUVERNEMENT	130,80	32,78	101,65	134,43	3,62	0,00
30	SECRETARIAT GENERAL AUX AFFAIRES RELIGIEUSES	226,39	9,18	217,22	226,40	0,00	0,00
31	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE	384,76	54,11	332,46	386,57	1,81	0,00
32	MINISTERE DES TRANSPORTS	490,39	20,05	470,89	490,94	0,55	0,00
33	GRANDE CHANCELLERIE DES ORDRES NATIONAUX GUINEE	25,11	10,82	14,28	25,11	0,00	0,00
34	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	1 881,59	312,14	1 569,82	1 881,96	0,36	0,00
35	ADMINISTRATION ET CONTRÔLE DES GRANDS PROJETS	316,59	13,66	302,93	316,59	0,00	0,00
36	MINISTÈRE DE L'ENERGIE	4 672,11	705,14	3 967,20	4 672,34	0,23	0,00
37	MINISTERE DES POSTES, DES TELECOMMUNICATIONS ET DE L'ECONOMIE NUMERIQUE	9,67	16,25	6,50	22,75	13,08	0,00
40	MINISTERE DE L'ELEVAGE	804,64	38,30	766,32	804,62	0,00	0,01
41	MINISTRE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE	634,25	3,73	615,81	619,54	0,00	14,71
43	MINISTRE DE LA CULTURE, DU TOURISME ET DE L'ARTISANAT	350,59	30,97	320,79	351,76	1,17	0,00
46	SECRETARIAT GENERAL A LA PRESIDENCE CHARGE DES SERVICES SPECIAUX, DE LA LUTTE CONTRE LA DROGUE ET LE CRIME ORGANISE	78,08	2,04	76,03	78,08	0,00	0,00
63	MINISTÈRE DES SPORTS	0,00	35,65	0,00	35,65	35,65	0,00
64	MINISTERE DU BUDGET	47,17	130,86	34,80	165,66	118,49	0,00
73	COUR DES COMPTES	63,28	14,38	48,90	63,28	0,00	0,00
79	MINISTERE DE L'ASSAINISSEMENT, DE L'HYDRAULIQUE ET DES HYDROCARBURES	2 231,52	16,58	2 210,22	2 226,80	0,00	4,72
81	MINISTERE DE L'EMPLOI, DU TRAVAIL ET DE LA PROTECTION SOCIALE	180,79	0,00	171,56	171,56	0,00	9,23
99	DEPENSES COMMUNES	8 595,72	1 866,92	6 718,20	8 585,12	0,00	10,61
Total général		**64 181,38**	**8 516,31**	**55 874,97**	**64 391,28**	**390,40**	**180,50**

Source : DGB/CHAINE DEPENSES

III.3- Analyse des dépenses par nature

III.3.1- Dépenses courantes

Sur une prévision du plan d'engagement de 14 962,73 Mds GNF, les dépenses courantes ont été payées à hauteur de 10 761,33 Mds GNF, soit un taux d'exécution de 71,92%.

Comparée à l'exécution de 2025, on note une baisse de 1,56% des dépenses courantes payées passant de 10 931,68 Mds GNF à 10 761,33 Mds GNF à fin juin 2026. Cette baisse est imputable

à la rationalisation des dépenses de biens et celles des transferts à fin juin 2026. Ce niveau d'exécution se décline comme suit par nature économique :

- **Charges financières de la dette**

Elles ont été payées à hauteur de 1 457,14 Mds GNF sur un objectif du plan d'engagement de 2 086,29 Mds GNF, soit 69,84% et 30,58% des prévisions de la LFI 2026 de 4 764,85 Mds GNF. Ces paiements concernent les intérêts sur la dette intérieure pour 1 089,11 Mds GNF et 368,02 Mds GNF d'intérêts extérieur.

Les intérêts sur la dette extérieure se décomposent par bailleur ainsi qu'il suit :

- Organisations internationales…… 239, 94 Mds GNF ;
- Bilatéraux hors club de Paris…….. 22,13 Mds GNF ;
- Bilatéraux club de Paris…… 97,80 Mds GNF;
- Fonds Arabes ……..… 8,2 Mds GNF.

Les intérêts sur la dette intérieure concernent les :

- Intérêts sur emprunts obligataires et Obligations du Trésor… 799,01 Mds GNF ;
- Intérêts sur Bons du trésor ……..... 290,10 Mds GNF.

- **Dépenses de personnel**

Les dépenses de personnel payées se chiffrent à 5 509,32 Mds GNF sur un objectif du plan d'engagement de 5 658,84 Mds GNF soit 97,36% des objectifs du plan d'engagement et 44,07% des prévisions de la LFI 2026 de 12 501,92 Mds GNF.

Ces paiements concernent la prise en charge des salaires des fonctionnaires en espèce, les salaires en nature et les cotisations sociales.

Il faut préciser que dans le processus de traitements des salaires, le plan d'engagement est indicatif. Les salaires sont payés sur la base de demandes des ministères sectoriels et institutions et, cette demande prend en compte la situation des blocages et des déblocages.

- **Dépenses de biens et services**

Les dépenses de biens et services payées se chiffres à 1 775,72 Mds GNF sur un objectif du plan d'engagement de 2 444,74 Mds GNF soit un taux d'exécution de 72,63%. Comparé aux objectifs de la LFI 2026 de 8 998,43 GNF, les paiements représentent 19,73%. Ce niveau de paiement traduit la volonté du gouvernement de qualifier les dépenses.

Ces paiements concernent les dépenses de fonctionnement des ministères et institutions sur la période.

- **Dépenses de transfert**

Sur un objectif du plan d'engagement de 4 772,86 Mds GNF, les dépenses de transfert ont été payées à hauteur de 2 019,16 Mds GNF soit 42,30% du plan d'engagement et 17,26% des projections de la LFI 2026.

Ces paiements ont servi essentiellement à la prise en charge des bourses en faveur des étudiants, les pensions civiles et militaires, les pensions alimentaires, les subventions d'équilibre en faveur des entreprises et les transferts aux institutions constitutionnelles et autres administrations. Le niveau d'exécution atteint s'explique par l'effet des mesures prises (plateformes de gestion des

arrêtés de transferts, certification des comptes financiers par la cour des comptes…) mises en place dans le cadre de l'exécution des dépenses de transferts.

III.3.2- Dépenses d'investissements

Sur un objectif annuel de 26 218,07 Mds GNF (dont 15 358,93 Mds GNF au titre du BND), les dépenses d'investissements ont été exécutées à hauteur de 1 579,24 Mds GNF, soit 6,02% des inscriptions de la LFI 2026. Ces paiements concernent les investissements financés sur ressources intérieures pour 58,65 Mds GNF et extérieures pour 1 520,59 Mds GNF dont 1 215,61 Mds payés au titre des prêts projets et programmes et 304,98 Mds de dons projets et programmes.

Les secteurs bénéficiaires des prêts projets et programmes sont (Mds de GNF) :

- Développement rural …… ……. 325,86 ;
- Mines, industries, eau, énergies, assainissement et hydraulique… …… 179,06 ;
- Infrastructures…….. 193,20 ;
- Social…….. 153,14 ;
- Administration/ décentralisation…….. 364,34.

Quant aux dons projets et programmes, ils concernent :

- Développement rural ……..…72,72 ;
- Mines, industries, eau, énergies, assainissement et hydraulique……178,52 ;
- Infrastructures…….. 20,06 ;
- Social…….. 32,08 ;
- Administration/ décentralisation……1,59.

Le niveau d'exécution des dépenses d'investissement s'explique d'une part par les restrictions du douzième provisoire sur les dépenses d'investissement au cours du premier trimestre 2026 et d'autre part, par la lenteur dans les procédures d'exécution des dépenses d'investissement.

Le tableau ci-dessous présente l'exécution des projets et programmes par Ministère à fin juin 2026.

Tableau 11: Situation d'exécution des projets et programmes par ministères (en Mds GNF)

Sect.	Libelle section	Prévisions FINEX PLFI 2026			EXECUTION FINEX 2026			Taux d'exé. financière
		PRÊTS	DONS	TOTAL	PRETS	DONS	TOTAL	
1	Présidence de la République	144,33	115,60	259,93	172,61	0,00	172,61	66,41%
3	Ministère de la Défense Nationale	86,70	0,00	86,70	0,00	0,00	0,00	0,00%
4	Ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation	56,13	192,25	248,38	139,69	0,00	139,69	56,24%
8	Ministère du Plan de la Coopération Internationale et du Développement.	85,70	5,80	91,50	38,79	1,59	40,38	44,13%
9	Ministère de l'Economie des Finances et du Budget	60,00	0,00	60,00	0,00	0,00	0,00	0,00%
10	Ministère de la Modernisation, de l'Administration et de la Fonction Publique.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00%
11	Ministère de l'Agriculture.	656,20	268,60	924,79	250,70	65,33	316,04	34,17%
12	Ministère de la Pêche et de l'Economie Maritime	184,00	11,99	195,99	75,16	7,39	82,55	42,12%
13	Ministère des Mines et de la Géologie	62,92	62,92	125,83	5,22	37,90	43,13	34,27%
14	Ministère des Infrastructures et des Travaux Publics	1 407,90	151,50	1 559,39	191,02	20,06	211,08	13,54%

Sect.	Libelle section	Prévisions FINEX PLFI 2026			EXECUTION FINEX 2026			Taux d'exé. financière
		PRÊTS	DONS	TOTAL	PRETS	DONS	TOTAL	
15	Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat et de l'Aménagement du Territoire charge de la récupération des domaines spolies de l'Etat	489,80	1,77	491,57	2,18	0,00	2,18	0,44%
16	Ministère du Commerce, de l'Industrie et des Petites et Moyennes Entreprises	218,58	0,00	218,58	10,60	0,00	10,60	4,85%
18	Ministère de la Sante et de l'Hygiène Publique	1 245,55	384,17	1 629,72	115,26	11,64	126,90	7,79%
19	Ministère de la Femme, de la Famille et des Solidarités	0,00	80,61	80,61	0,00	20,44	20,44	25,36%
20	Ministère de l'Education Nationale, de l'Alphabétisation, de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle.	490,74	442,00	932,74	37,88	0,00	37,88	0,00%
21	Ministère de l'Enseignement Technique, de la Formation Professionnelle et de l'Emploi	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00%
22	Ministère de la Communication, de l'Économie numérique et de l'Innovation	345,74	0,00	345,74	13,26	0,00	13,26	3,83%
31	Ministère de l'Environnement et du Développement Durable	45,30	2,00	47,30	0,00	0,00	0,00	0,00%
32	Ministère des Transports	161,41	0,00	161,41	0,00	0,00	0,00	0,00%
34	Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique.	188,93	0,00	188,93	0,00	0,00	0,00	0,00%
36	Ministère de l'Energie.	1 221,01	2,00	1 223,01	71,18	136,79	207,98	17,01%
40	Ministère de l'Elevage	295,00	6,87	301,87	0,00	0,00	0,00	0,00%
79	Ministère de l'Assainissement, de l'Hydraulique et des Hydrocarbures	1 292,23	224,32	1 516,55	92,06	3,83	95,88	6,32%
99	CTSS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00%
******TOTAL******		**8 738,15**	**1 952,40**	**10 690,55**	**1 215,61**	**304,98**	**1 520,59**	**14,22%**

Source : DGIP-SIG

III.4- Situation d'exécution des dépenses par fonction

L'exécution globale des dépenses hors FINEX à fin juin 2026, par grande fonction de l'administration publique sur base ordonnancement se chiffre à 13 052,36 Mds GNF et se décompose comme suit :

- La fonction « Services Généraux des Administrations Publiques » a enregistré une exécution de 4 766,67 Mds GNF (25,56% de la prévision annuelle), représentant 36,52% des totales ordonnancées. Ce montant prend en charge la réduction des charges de la dette et le fonctionnement des organes exécutifs et législatifs, des affaires financières, fiscales et affaires étrangères, des services généraux, et les Autres Services Généraux de l'administration Publique ;

- Les crédits destinés à la fonction « Défense » ont été exécutés à hauteur de 2 443,44 Mds GNF, soit 40,24% de la prévision annuelle, correspondant à 18,72% du total des dépenses exécutées. Ils concernent la prise en charge des forces de défense ;

- La fonction « Ordre et sécurité publics », quant à elle, a enregistré un niveau d'exécution des crédits de 418,71 Mds GNF, soit 3,21% des dépenses totales et 33,07% de la prévision annuelle. Cette fonction est composée des Services de Police, des Tribunaux ainsi que des administrations pénitentiaires ;

- Les dépenses de la fonction « Affaires Économiques » ont été exécutées à hauteur de 2 093,23 Mds GNF (13,17% des prévisions annuelles), représentant 16,04% des dépenses globales. Ces dépenses concernent les services liés à l'agriculture, la Sylviculture, la Pêche, la chasse et l'élevage, les combustibles et énergies, la communication ainsi que le financement des autres branches d'activités des industries extractives et manufacturières, la construction et autres affaires économiques ;

- La fonction « Protection de l'environnement » a connu une exécution des dépenses de 509,39 Mds GNF (15,14% de la prévision annuelle), soit 3,90% de l'ensemble des dépenses. Elle concerne uniquement la préservation de la diversité biologique et la protection de la nature ;

- La fonction « Logement et équipements collectifs » enregistre un paiement de 199,00 Mds GNF (3,15% de la prévision annuelle), représentant 1,52% des dépenses totales. Ces dépenses sont exécutées en faveur des logements, de l'alimentation en eau potable et l'éclairage public ;

- La fonction « Santé » pour 286,29 Mds GNF (7,61% de la prévision annuelle), sa part est de 2,19% des dépenses totales ;

- Les crédits de la fonction « Loisirs, culture et culte » ont été exécutés à hauteur de 54,70 Mds GNF (15,60% de la prévision annuelle), soit 0,42% des dépenses globales. Elle englobe les services récréatifs et sportifs, les services culturels et les cultes et autres services communautaires ;

- Les paiements en faveur de la fonction « Enseignement » se sont chiffrés à 2 241,25 Mds GNF (29,36% de la prévision annuelle), soit 17,17% des dépenses totales. Elle concerne les dépenses de l'Enseignement supérieur, l'Enseignement postsecondaire non supérieur, l'Enseignement préélémentaire et élémentaire, des Services annexes à l'enseignement, la

Recherche et développement et les autres enseignements. Il importe de noter que le niveau d'exécution de cette fonction est porté fondamentalement par les salaires et traitements du corps enseignant ;

- Les crédits de la fonction « Protection sociale » ont connu une exécution de 39,69 Mds GNF (4,51% de la prévision annuelle), soit 0,30% des dépenses totales.

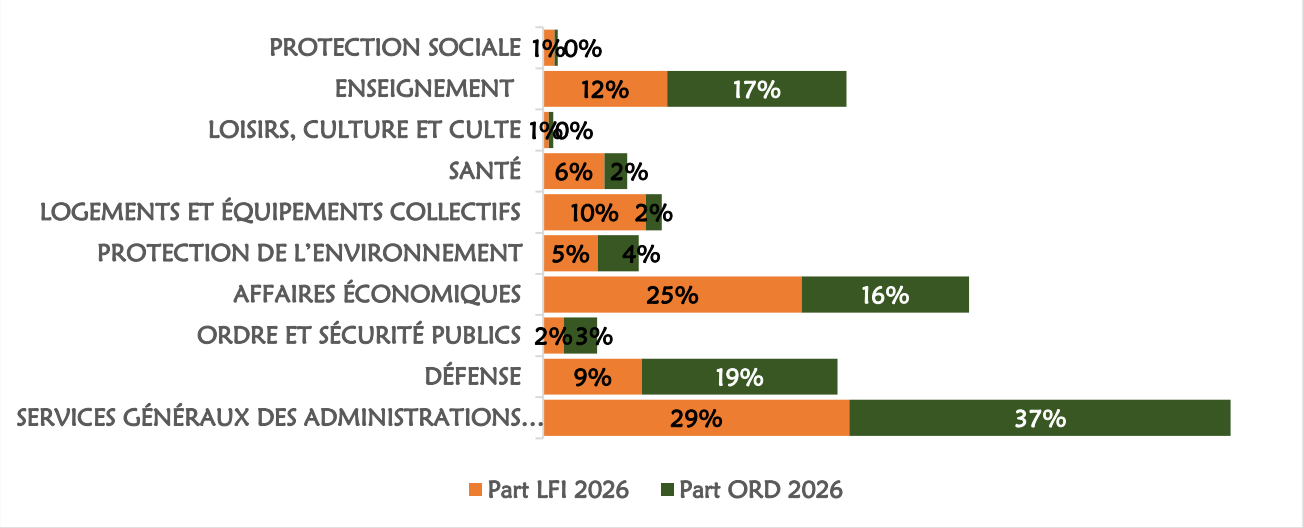
Tableau 12: Exécution par grande fonction sur base paiement à fin juin 2026 (en Mds GNF)

N°	LIBELLE_SECTION	LFI 2026	ENGAGEMENT CF	Taux d'Engage.	MT_ORD	Taux d'Ordonnan.	Part
1	Services généraux des administrations publiques	18 825,07	4 866,61	25,85%	4 766,67	25,32%	36,52%
2	Défense	6 072,34	2 443,44	40,24%	2 443,44	40,24%	18,72%
3	Ordre et sécurité publics	1 266,08	418,71	33,07%	418,71	33,07%	3,21%
4	Affaires économiques	15 893,23	2 111,90	13,29%	2 093,23	13,17%	16,04%
5	Protection de l'environnement	3 363,53	546,55	16,25%	509,39	15,14%	3,90%
6	Logements et équipements collectifs	6 312,78	290,81	4,61%	199,00	3,15%	1,52%
7	Santé	3 761,05	289,43	7,70%	286,29	7,61%	2,19%
8	Loisirs, culture et culte	354,09	55,39	15,64%	54,70	15,45%	0,42%
9	Enseignement	7 633,35	2 270,87	29,75%	2 241,25	29,36%	17,17%
10	Protection sociale	699,84	40,57	5,80%	39,69	5,67%	0,30%
	TOTAL	64 181,36	13 334,28	20,78%	13 052,36	20,34%	100,00%

Source : DGB et CHAINE DEPENSES

Le graphique ci-dessous présente la comparaison des parts des grandes catégories de la classification fonctionnelle des dépenses de l'administration dans la LFI et dans l'exécution du budget à fin juin 2026.

Figure 4: Comparaison de la part des grandes catégories (divisions) de la classification fonctionnelle des dépenses de l'administration dans la LFI 2026 et les dépenses exécutées



III.5- Situation d'exécution des subventions d'électricité

Au titre de la subvention sur la consommation de l'électricité, il a été exécuté à fin juin 2026 sur base ordonnancement un montant de 1 381,82 Mds GNF sur une prévision de la LFI 2026 de 3 000 Mds GNF, soit 46,06% des inscriptions budgétaires. Les paiements constatés se chiffrent à 529,66 Mds GNF, représentant 38,33% des dépenses ordonnancées et 17,66% des dotations de la LFI 2026.

Ces subventions en faveur de la Société d'électricité de Guinée (EDG) représentent les transferts effectués par l'Etat à l'EDG et ses fournisseurs et prestataires pour l'amélioration de la desserte en électricité et l'allègement du coût de l'électricité.

III.6- Consommation d'eau et d'électricité de l'administration

Concernant les dépenses de consommation d'eau, elles ont été exécutées sur base engagement et paiement à hauteur de 22,5 Mds GNF sur un objectif de la LFI 2026 de 160,33 Mds GNF, soit 14,03%.

Quant aux dépenses de consommation d'électricité de l'administration, à fin juin 2026, elles ont enregistré sur base ordonnancement un montant de 15,75 Mds GNF, soit 22,40% des allocations budgétaires de la LFI 2026 de 70,32 Mds GNF.

III.7- Situation des instances à fin juin 2026

Sur la base des prises en charge comptable, les instances à fin juin 2026 se chiffrent à 5 492,02Mds GNF et se déclinent comme suit par titre :

Titre II (Dépenses de personnel	485,76 Mds GNF
Titre III (Biens et services)	1 146,33 Mds GNF
Titre IV (Subventions et transferts)	1 352,21 Mds GNF
Titre V (Investissements)	987,12 Mds GNF

III.8- Situation de l'exécution des crédits des services déconcentrés à fin juin 2026

A fin juin 2026, l'exécution des dépenses ordonnancées en faveur des services déconcentrés se chiffre à 449,38 Mds soit 93,64% des engagements de la période de 479,90 Mds GNF et 5,75% des inscriptions de la LFI de 7 816,35 Mds GNF.

Les ordonnancements effectués concernent les services déconcentrés intérieurs pour 99,22 Mds GNF, les services déconcentrés extérieurs pour 309,28 Mds GNF et les projets et programmes intérieurs pour 40,89 Mds GNF.

Tableau 13: Situation de l'exécution des crédits des services déconcentrés : déconcentrés intérieur, déconcentrés extérieurs et projets et programmes à fin juin 2026 (Mds de GNF)

LIBELLE_CHAPITRE	LFI 2026	ENG CF	LIQUID	ORDON	TAUX_ORD	PAYE	TAUX_PAY
DECONCENTRES INTERIEURS	715,10	126,15	116,10	99,22	78,65%	0,09	0,09%
DECONCENTRES EXTERIEURS	805,65	309,39	309,39	309,28	99,96%	81,53	26,36%
PROJETS ET PROGRAMMES INTERIEURS	6 295,59	44,36	42,96	40,89	92,17%	0,00	0,00%
TOTAL	**7 816,35**	**479,90**	**468,44**	**449,39**	**93,64%**	**81,62**	**18,16%**

Source : CHAINE DEPENSES, DGB

III.9- Principaux soldes et indicateurs de gestion budgétaire

Le tableau 16 ci-dessous présente la situation de l'exécution du budget sur base caisse et paiements à fin juin 2026.

Tableau 14: Synthèse de l'exécution des principaux indicateurs budgétaires

Libellé	Fin juin 2025	Situation des indicateurs fin à Juin 2026				
	Réalisation	LFI 2026	Réalis.	Taux	Variation Absolues	Variation Relatves
	a	b	c	d=c/b	e=c-a	f=(c-a)/a
Recettes yc dons et ex. clos	22 622,64	55 858,09	28 435,75	50,91%	5 813,11	25,70%
Dons	762,31	2 167,42	321,65	14,84%	-440,66	-57,81%
Dépenses totales	14 000,69	64 181,36	12 340,57	19,23%	-1660,12	-11,86%
Dépenses courantes y c BAS	10 931,68	37 963,30	10 761,33	28,35%	-170,35	-1,56%
Dépenses courantes hors BAS FCE	10 922,13	37 963,30	10 761,33	28,35%	-160,8	-1,47%
Dépenses d'investissement hors BAS	3 069,01	26 218,07	1 579,24	6,02%	-1489,77	-48,54%
Solde budgétaire global (dons compris)	8 621,95	- 8 323,27	16 095,18	-193,38%	7 473,23	86,68%
Solde budgétaire global (dons cpris) en % du PIB	3,40%	-2,10%	4,01%	-190,95%	0,0061	17,94%
PIB (Mds GNF)	255 204,36	401 670,00	401 670,00	100,00%	146 465,64	57,39%

Source : DGB

IV- SOLDES BUDGETAIRES

L'analyse des principaux soldes de l'exécution du budget de l'Etat permet d'apprécier les résultats des actions entreprises en matière de gouvernance économique et financière en vue de prendre des mesures de politiques anticipatives pour d'éventuels ajustements.

IV.1- Solde budgétaire global

Le solde budgétaire global, obtenu par la différence entre le total des recettes encaissées de 28 452,4 Mds GNF et des dépenses payées 12 340,57 Mds GNF à fin juin 2026, se chiffre à 16 095,18 Mds GNF soit 4,01% du PIB contre 8 621,95 Mds GNF (3,4%) un an plus tôt.

V- OPERATIONS DE FINANCEMENT

Sur un objectif de déficit annuel de 8 323,27 Mds GNF dans la LFI 2026, le solde de financement s'est établi à + 16 095,18 Mds GNF à fin juin 2026, soit environ le double de l'objectif de la LFI 2026.

En effet, le montant total des ressources de financement mobilisées au cours du premier semestre 2026 se chiffre à 21 562,65 Mds GNF sur un objectif en LFI 2026 de 30 855,62 Mds GNF, soit un taux de réalisation de 69,88%. Ces ressources proviennent essentiellement ;

- des emprunts pour 5 467,47 Mds GNF ;
- du solde budgétaire positif pour 16 095,18 Mds GNF.

Au titre des emprunts, l'exécution concerne les emprunts intérieurs pour 4 815,75 Mds GNF et les emprunts extérieurs pour 651,72 Mds GNF. Les emprunts intérieurs se décomposent en Obligations du Trésor pour 2 050,82 Mds GNF, en bons du trésor (BdT) pour 2 000,00 Mds GNF et en emprunts obligataires pour 764,93 Mds GNF.

En glissement annuel, les ressources de financement y compris le solde budgétaire ont connu une hausse de 87,67%. Cette augmentation est liée au solde budgétaire positif de 16 095,18 Mds GNF réalisés à fin juin 2026 contre 4 430,92 Mds GNF mobilisés un an plutôt.

Quant aux charges de financement, elles ont été exécutées à hauteur de 14 477,25 Mds GNF, soit 46,92% de l'objectif de la LFI 2026 (30 855,62 Mds GNF). Les principales charges supportées par l'Etat au cours du premier semestre 2026 concernent le remboursement du capital des bons du trésor pour 6 205,96 Mds GNF émis, les paiements au titre de la réduction des arriérés des exercices antérieurs et des titres d'états émis pour 6 605,43 Mds GNF, et les remboursements des Obligations du trésor pour 987,97 Mds GNF.

Comparé aux charges de financements à fin juin 2025 de 11 067,93 Mds GNF, on constate une hausse de 30,80% correspondant à 3 409,32 Mds GNF.

Cette situation est principalement liée à l'augmentation des charges de financement intérieures notamment sur les bons du Trésor, les Titres d'états émis et les paiements des arriérés des exercices antérieurs.

Tableau 15: Évolution des opérations de financements à fin juin 2026

LIBELLE	LFR 2025	Exécution 2025	LFI 2026	Exécution Cum à fin Juin 2026	TAUX	ECART	Accroissement
	a	b	c	f	g=f/c	h=f-b	i=f/b-1
A.RESSOURCES DE FINANCEMENTS	**28 516,53**	**11 489,87**	**30 855,62**	**21 562,65**	**69,88%**	**10 072,78**	**87,67%**
A1. SOLDE BUDGETAIRE POSITIF	**0,00**	**4 430,92**	**0,00**	**16 095,18**	**0,00%**	**11 664,26**	**263,25%**
A2. EMPRUNTS	**28 216,64**	**6 819,20**	**30 359,15**	**5 467,47**	**18,01%**	**-1 351,73**	**-19,82%**
Emprunts Interieurs	**25 544,66**	**5 136,78**	**21 667,44**	**4 815,75**	22,23%	-321,03	-6,25%
Numéraires hors dépôts des correspondants	0,00	0,00	4 500,00	0,00	0,00%	0,00	0,00%
Emprunts découverts exceptionnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00%	0,00	0,00%
Bons du Trésor	8 685,00	3 573,48	7 120,00	2 000,00	28,09%	-1 573,48	-44,03%
Obligation du trésor à émettre	2 426,00	925,05	5 347,44	2 050,82	38,35%	1 125,77	121,70%
Emprunts obligataires à émettre	3 100,00	638,25	2 700,00	764,93	28,33%	126,68	19,85%
Emettre des titres d'état	10 122,25	0,00	2 000,00	0,00	0,00%	0,00	0,00%
Avances statutaires BCRG	1 211,41	0,00	0,00	0,00	0,00%	0,00	0,00%
Emprunts Extérieurs	**2 671,98**	**1 682,42**	**8 691,71**	**651,72**	**7,50%**	**-1 030,70**	**-61,26%**
Emprunts extérieurs projets	2 267,28	1 039,16	8 691,71	651,72	7,50%	-387,44	-37,28%
DTS Guichet choc alimentaire	35,09	32,96	0,00	0,00	0,00%	-32,96	-100,00%
DTS Projets	66,97	0,00	0,00	0,00	0,00%	0,00	0,00%
DTS FCR Incendie dépôt Kaloum	302,64	610,30	0,00	0,00	0,00%	-610,30	-100,00%
Ressource prêt SOGES ET SOGEKA	**299,89**	**239,75**	**496,47**	**0,00**	**0,00%**	**-239,75**	**-100,00%**
CHARGES DE FINANCEMENT	**28 516,53**	**11 067,93**	**30 855,62**	**14 477,25**	**46,92%**	**3 409,32**	**30,80%**
B1. SOLDE BUDGETAIRE NEGATIF	**10 292,63**	**0,00**	**8 323,27**	**0,00**	**0,00%**	**0,00**	**#DIV/0!**
B2. Amortissement financiers	**18 223,90**	**10 599,90**	**22 532,36**	**14 502,25**	**64,36%**	**3 902,35**	**36,81%**
interieurs	**15 653,78**	**10 087,75**	**19 342,28**	**14 002,44**	**72,39%**	**3 914,69**	**38,81%**
Protocole Dette BCRG	208,60	0,00	699,80	0,00	0,00%	0,00	0,00%
Remboursement capital des bons du trésor émis	6 239,55	4 560,95	7 487,89	6 205,96	82,88%	1 645,01	36,07%
Remboursement des titres d'état émis	1 706,83	577,54	1 904,75	1 278,78	67,14%	701,24	121,42%
Paiement arriérés fournisseurs locaux (dette intérieure auditée)	697,80	289,99	900,00	203,09	22,57%	-86,90	-29,97%
Réduction des arriérés de dépenses des exercices antérieurs	5 000,00	4 659,28	5 000,00	5 326,65	106,53%	667,37	14,32%
dont titre d'état	450,00	0,00	0,00	0,00	0,00%	0,00	0,00%
Obligation du trésor	1 801,00	0,00	3 349,85	987,97	29,49%	987,97	0,00%
Extérieurs	**2 570,12**	**512,15**	**3 190,07**	**499,81**	0,00%	-12,34	-2,41%
Remboursement du capital dette extérieure	1 794,18	512,15	2 252,06	384,30	17,06%	-127,85	-24,96%
dont amortissement capital prêt SOGES ET SOGEKA	299,89	0,00	0,00	0,00	0,00%	0,00	0,00%
ICBC (Accord Sino-Guinéen)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00%	0,00	0,00%
Cautions de garantie	**775,94**	**468,03**	**938,01**	**115,51**	**12,31%**	**-352,52**	**-75,32%**
dont Accord Sino-Guinéen	775,94	468,03	938,01	0,00	0,00%	-468,03	-100,00%
dont garantie SONAP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00%	0,00	0,00%
dont garantie SENELEC (EDG)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00%	0,00	0,00%
Remboursements cautionnements et autres	0,00	0,00	0,00	36,17	0,00%	36,17	0,00%
Rétrocession Guceg/IRIS	0,00	0,00	0,00	54,34	0,00%	54,34	0,00%
Autres (Centimes additionnels)	0,00	0,00	0,00	25,00	0,00%	25,00	0,00%
Capacité/Besoin de Financement	**0,00**	**421,94**	**0,00**	**7 085,40**	**0,00%**	**6 663,46**	**1579,24%**

RECOMMANDATIONS GENERALES

Sur la base de la situation de l'exécution du budget de l'Etat à fin juin 2026 et dans la perspective d'une meilleure exécution du budget de l'Etat, les mesures de politiques budgétaires recommandées de l'exercice 2026 sont entre autres :

A- Au titre des recettes

- Poursuivre les réformes de digitalisation du recouvrement des recettes intérieures avec un accent sur les recettes administratives et celles des services déconcentrés ;
- Renforcer les actions des Centres de Gestion Agrées (CGA) pour une meilleure formalisation du secteur informel et en créer de nouveaux ;
- Renforcer le contrôle fiscal et douanier à travers l'utilisation des moyens technologiques nouveaux comme les drones, les scanners à dimension 3D et des vedettes maritimes ;
- Poursuivre le renforcement de capacité des ressources humaines et matérielles des régies financières ;
- Réduire les exonérations ad-hoc pour une meilleure performance des régies.

De manière spécifique :

- Poursuivre les réformes du Guichet unique du commerce extérieur (GUCEG) ;
- Poursuivre, au niveau du Trésor Public, la dématérialisation de la gestion des recettes administratives ;
- Renforcer et sensibiliser sur l'utilité de la plateforme digitale E-Contravention de la police routière ;
- Poursuivre la généralisation du paiement électronique des Droits et Taxes à l'intérieur du pays, notamment par Mobile Money.

B- Au titre des dépenses

- Accélérer les projets d'interconnexion des différents systèmes d'informations (TELEMO, Chaine dépenses, SCIE…) utilisés dans le cadre de l'exécution de la dépense publique ;
- Améliorer la coordination et la communication entre les acteurs de la chaine de la dépense afin de fluidifier l'exécution des dépenses ;
- Renforcer le respect des dispositions légales et réglementaires encadrant l'exécution de la dépense publique ;
- Privilégier l'exécution des dépenses inscrites dans le budget de l'Etat de manière à limiter le volume des dépenses imprévues ;
- Accélérer la digitalisation du processus de passation des marchés publics (TELEMO) ;
- Maitriser davantage le recours à l'endettement et aligner la politique nationale d'endettement à la politique nationale d'investissement.

C- Au titre des financements

- Accroitre la mobilisation des ressources de financement, notamment les emprunts obligataires ;

- Maîtriser le rythme d'accroissement des charges de financement afin d'assurer la soutenabilité du budget de l'Etat ;
- Renforcer le principe d'unicité de la caisse en réduisant le nombre de comptes séquestres afin d'améliorer la capacité des comptables publics à payer les dépenses.

CONCLUSION

La situation de l'exécution du Budget de l'Etat à fin juin 2026 présente un niveau de mobilisation de recettes appréciable (95,68%) et d'exécution des dépenses pas très reluisante (56,99%). Le solde budgétaire qui se dégage se chiffre à 16 095,18 Mds GNF, soit 4,01% du PIB contre 8 621,95 Mds GNF (3,4%) un an plus tôt.

Le niveau de mobilisation atteint a été possible grâce aux réformes entreprises dans le processus de dématérialisation du recouvrement des recettes, de renforcement du contrôle et des capacités des agents des régies de recettes.

Concernant les dépenses, elles ont atteint un montant de 17 926,19 Mds GNF en prise en charge comptable et de 12 340,57 Mds GNF en paiement. Le niveau d'exécution des dépenses s'explique d'une part, par la restriction du douzième provisoire sur l'exécution des dépenses d'investissement sur ressources propres au premier trimestre 2026 et d'autre part, la mise en œuvre des nouvelles mesures sur les missions, le contrôle renforcé des dépenses de subventions et la rationalisation des dépenses publiques.

ANNEXES

Tableau 16: Réalisation des recettes par nature et par régie financière à fin juin 2026

CODE REGIES	NATURE	LFR 2025	LFI 2026	Prévision à Fin Juin 2026	Réalisation à fin Juin 2026
	TOTALE RECETTES BUDGETAIRES	**43 960,62**	**55 858,09**	**29 677,76**	**28 435,75**
	RECETTES FISCALES	**40 020,66**	**50 918,44**	**26 708,07**	**26 501,48**
DGI	**IMPÔTS SUR LES REVENUS, LES BENEFICES ET GAINS EN CAPITAL**	**7 687,00**	**10 677,82**	**6 344,39**	**6 121,73**
	Impôts sur les revenus des personnes physiques	**2 776,66**	**3 633,48**	**1 956,11**	**1 890,92**
DGI	Impôt sur Traitements et Salaires(RTS) Personnels de l'Etat	108,27	100,09	46,80	54,47
DGI	Impôt sur Traitements et Salaires(RTS) Personnels Mines	475,92	457,73	249,86	278,28
DGI	Impôt sur Traitements et Salaires(RTS) Personnels (Hors Mines)	646,33	764,98	406,48	377,50
DGI	Impôt sur le revenu des capitaux Mobiliers (IRCM Mines)	127,11	143,26	102,74	142,13
DGI	Impôt sur le revenu des capitaux Mobiliers (IRCM Non Mines)	317,56	397,93	198,15	359,82
DGI	Retenue à la source sur les revenus non salariaux (RNS Mines)	201,98	220,96	115,56	147,12
DGI	Retenue à la source sur les revenus non salariaux (RNS Non Mines)	337,78	382,82	229,50	207,80
DGI	Prélèvement sur Bénéfice Industriel et Commercial (BIC)	6,96	5,02	3,83	2,84
DGI	Prélèvement sur Bénéfice Non Commercial (BNC)	6,46	7,07	3,83	2,58
DGI	Prélèvement Forfaitaire BIC à l'Importation	87,67	99,44	47,29	54,30
DGI	Prélèvement Forfaitaire BIC sur Achats Locaux (Mines)	212,04	397,00	171,71	116,90
DGI	Prélèvement Forfaitaire BIC sur Achats Locaux (Non Mines)	248,60	657,17	380,37	147,18
DGI	Impôt sur les plus- values immobilières Non Professionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00
	Impôts sur les bénéfices des Sociétés et autres entreprises	**4 910,33**	**7 044,34**	**4 388,28**	**4 230,81**
DGI	Impôt sur les Sociétés Minières	1 122,86	1 941,29	1 201,91	1 192,86
DGI	Impôt sur les autres sociétés	3 168,12	4 361,96	2 734,35	2 490,69
DGI	Impôt Minimum Forfaitaire (Mines)	106,00	127,54	49,77	88,35
DGI	Impôt Minimum Forfaitaire (Non Mines)	513,35	613,56	402,26	458,92
	IMPÔTS SUR LES SALAIRES ET LA MAIN D'ŒUVRE	**778,89**	**927,94**	**457,86**	**445,48**
DGI	**Impôts sur les salaires et la main d'œuvre**	**778,89**	**927,94**	**457,86**	**445,48**
DGI	Versements Forfaitaire sur les salaires (Mines)	312,26	355,94	181,92	192,01
DGI	Versements Forfaitaire sur les salaires (Non Mines)	447,49	551,06	259,38	246,57
DGI	Taxe d'apprentissage (Mines)	5,16	5,65	4,32	1,27
DGI	Taxe d'apprentissage (Non Mines)	13,98	15,30	12,24	5,62

CODE REGIES	NATURE	LFR 2025	LFI 2026	Prévision à Fin Juin 2026	Réalisation à fin Juin 2026
DGI	**IMPÔTS SUR LE PATRIMOINE**	**110,98**	**118,63**	**56,20**	**36,04**
	Impôts sur la propriété immobilière	**110,98**	**118,63**	**56,20**	**36,04**
DGI	Contribution Foncière Unique (CFU / RS Loyers) - Mines	37,80	38,58	16,96	13,21
DGI	Contribution Foncière Unique (CFU / RS Loyers) - Non Mines	73,17	80,05	39,24	22,83
	Impôts sur les mutations d'immeubles, de meubles, de jouissance, d'autres documents et actes	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
DGI	Droits des Sociétés - Mines	0,00	0,00	0,00	0,00
DGI	Droits des Sociétés - Non Mines	0,00	0,00	0,00	0,00
DGI	Droit de mutation d'immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00
DGI	Droit de mutation de meubles	0,00	0,00	0,00	0,00
DGI	Droit de succession	0,00	0,00	0,00	0,00
DGI	Autres droits d'enregistrement	0,00	0,00	0,00	0,00
	IMPÔTS SUR LES BIENS ET SERVICES	**18 343,28**	**22 454,68**	**11 574,49**	**11 432,52**
	Impôts généraux sur les biens et services	**11 306,98**	**13 696,85**	**7 046,69**	**6 893,95**
DGI	TVA intérieures (Mines)	1 066,54	1 431,36	821,71	684,49
DGI	TVA intérieures (Non Mines)	4 084,34	4 790,64	2 567,97	2 348,06
DGD	TVA à l'importation - Pétrole	2 252,65	2 722,77	1 315,05	1 484,61
DGD	TVA à l'importation - Hors Pétrole	3 309,53	4 471,70	2 183,97	2 328,45
DGD	TVA sur FINEX - DGD	116,40	40,76	23,25	12,14
DGI	TVA sur FINEX - DGI	477,52	239,62	134,75	36,19
	Les accises	**1 818,67**	**2 121,03**	**1 077,98**	**1 223,91**
DGD	Droits d'accises	226,72	294,78	138,15	154,09
DGD	Taxe spécifique sur les produits pétroliers	523,77	549,28	305,60	265,24
DGD	Taxe spécifique sur les produits pétroliers - RER	978,83	1 180,63	588,93	751,23
DGI	Surtaxe fiscale intérieure	89,35	96,34	45,30	53,35
	Impôts sur les services déterminés	**414,90**	**375,34**	**201,51**	**193,26**
DGI	Taxes sur les contrats d'assurances (Mines)	15,49	16,35	8,47	3,94
DGI	Taxes sur les contrats d'assurances (Non Mines)	29,43	32,20	16,21	19,38
DGI	Taxes sur les activités financières	319,97	310,60	175,02	169,93
DGI	Loteries	50,00	16,19	1,81	0,00

CODE REGIES	NATURE	LFR 2025	LFI 2026	Prévision à Fin Juin 2026	Réalisation à fin Juin 2026
	Taxes sur l'utilisation ou l'autorisation d'utiliser des biens ou d'exercer des activités	**4 802,73**	**6 261,47**	**3 248,31**	**3 121,41**
DGI	Taxes sur les véhicules à moteur (Mines)	12,68	14,44	9,09	6,04
DGI	Taxes sur les véhicules à moteur (Non Mines)	17,47	21,71	13,57	13,73
DGI	Taxe sur l'extraction des substances minières autres que les métaux précieux	2 654,13	3 014,16	1 561,57	1 848,26
	Taxe sur l'extraction des substances minières autres que les métaux précieux (fer)	0,00	501,88	260,01	65,55
DGT-CP	Ticket d'entrée	2,53	0,00	0,00	0,00
DGI	Taxe d'accès au reseau téléphoniques (TARTEL)	259,00	291,72	141,67	148,51
DGI	Taxe sur la consommation téléphonique(TCT)	1 367,71	1 619,05	818,52	773,50
DGT-CP	Redevance sur l'utilisation des eaux souterraines et superficiaires	0,64	0,71	0,35	0,18
DGT-CP	Redevances sociétés de pêche	120,96	115,53	92,58	66,00
DGT-CP	Redevance comptoirs acheteurs collecte. (diamant)	4,72	6,05	3,08	1,85
DGT-CP	Redevances exploitation minières	49,13	78,24	55,79	37,59
DGT-CP	Redevances Téléphonie Mobile GSM	108,84	290,16	145,08	0,00
DGT-CP	Redevances chasses et faune	0,00	0,00	0,00	0,00
DGT-CP	Redevance superficiaire	0,00	0,00	0,00	0,00
DGT-CP	Permis d'importation et d'exportation de Marchandises(DDI-DDE)	204,93	301,82	144,00	160,15
DGT-CP	Frais d'autorisation de transport	0,00	0,00	0,00	0,00
DGT-CP	Frais de délivrance des agréments du tourisme et de l'hôtellerie	0,00	0,00	3,00	0,00
	IMPOTS SUR LE COMMERCE EXTERIEUR ET LES TRANSACTIONS INTERNATIONALES	**10 770,48**	**15 658,74**	**7 742,37**	**6 955,82**
	Droits de douanes et autres droits à l'importation	**6 706,04**	**8 061,76**	**4 010,51**	**4 068,14**
DGD	Droit fiscal à l'Importation - Pétrole	2 132,99	2 445,15	1 397,59	1 240,20
DGD	Droit fiscal à l'Importation - Hors Pétrole	3 000,95	3 907,41	1 817,13	1 978,29
DGD	Droit de Magasinage	0,53	0,58	0,30	0,07
DGD	Taxe d'Entreposage - Pétrole	129,34	124,15	62,30	79,12
DGD	Taxe d'Entreposage - Hors Pétrole	50,11	49,79	21,03	21,43
DGD	Redevances de liquidation - Pétrole	364,87	299,23	164,23	154,87
DGD	Redevances de liquidation - Hors Pétrole	800,67	990,82	426,60	520,42
DGD	Produit de Ventes aux Enchères	10,51	11,60	6,71	1,07
DGD	Taxe Enregistrement Douane	150,92	161,10	77,49	47,25
DGD	Taxes dégressives de protection	54,76	60,45	30,95	23,31

CODE REGIES	NATURE	LFR 2025	LFI 2026	Prévision à Fin Juin 2026	Réalisation à fin Juin 2026
DGD	Redevance de prestations administratives	10,39	11,47	6,18	2,12
	Taxes à l'exportation	**4 064,45**	**7 596,99**	**3 731,87**	**2 887,68**
DGD	Taxe à l'exportation sur les substances minières autres que les pierres précieuses	2 973,81	6 276,36	3 146,97	1 968,53
DGD	Taxe à l'exportation sur les métaux précieux	925,12	1 184,75	495,98	857,16
DGD	Taxe à l'exportation sur la production artisanale de l'Or et autres pierres précieuses	51,61	37,62	25,62	12,89
DGD	Droit fiscal à la Sortie	113,90	98,25	63,30	49,09
	AUTRES RECETTES FISCALES	**158,12**	**200,29**	**50,30**	**70,35**
	Autres recettes fiscales à la charge exclusive des entreprises	**158,12**	**200,29**	**50,30**	**70,35**
DGI	Timbres fiscaux - Droits de timbres à l'importation	29,17	25,67	17,72	7,78
DGI	Droits d'enregistrement sur les marchés	22,65	24,60	5,82	4,73
DGI	Droits d'enregistrement sur les marchés FINEX	5,75	4,40	3,15	3,35
DGI	Autres droits d'enregistrement	98,29	141,85	23,30	49,12
DGI	Autres droits de timbres	2,25	3,77	0,32	1,09
	DONS, LEGS ET FONDS DE CONCOURS	**1 703,77**	**2 167,42**	**1 083,71**	**305,00**
	DONS	**1 703,77**	**2 167,42**	**1 083,71**	**305,00**
	Dons reçus des Institutions Internationales	**1 703,77**	**2 167,42**	**1 083,71**	**305,00**
	Dons appui budgétaire	225,87	215,02	107,51	0,02
	Dons projets et programmes	1 477,90	1 952,40	976,20	304,98
	AUTRES RECETTES	**2 236,20**	**2 772,23**	**1 885,98**	**1 629,28**
	REVENU DE LA PROPRIETE	**1 028,61**	**1 318,23**	**1 099,97**	**1 166,39**
DGT-CP	Dividendes perçus	1 028,61	1 318,23	1 099,97	1 166,39
	VENTE DE BIENS ET SERVICES	**596,09**	**856,65**	**379,34**	**251,50**
	Ventes des établissements marchands	**123,98**	**213,16**	**64,27**	**11,09**
DGT-CP	Locations bâtiments administratifs à usage de logement	0,18	0,20	0,10	0,00
DGT-CP	Redevances domaniales (Baux et concessions)	123,80	128,74	64,17	11,09
	Droits et frais administratifs	**472,11**	**643,48**	**315,06**	**240,41**
DGT-CP	Frais judiciaires	1,45	1,28	0,64	0,21
DGT-CP	Recettes Consulaires	0,53	0,59	0,29	0,58
DGT-CP	ventes de passeports	155,00	171,12	65,56	54,42
DGT-CP	Visa d'entrée sur le sol Guinéen	46,11	75,73	40,79	37,29
DGT-CP	Cartes de séjour étrangers résidents	3,56	15,83	8,05	2,34
DGT-CP	Droits et Frais de cartes nationale d'identité	2,30	0,00	0,00	0,04

CODE REGIES	NATURE	LFR 2025	LFI 2026	Prévision à Fin Juin 2026	Réalisation à fin Juin 2026
DGT-CP	Vente de documents administratifs	5,23	6,14	3,17	3,05
DGT-CP	Permis de conduire	27,46	32,76	16,95	25,81
DGT-CP	Droits Topographiques	0,00	0,00	0,00	0,07
DGT-CP	Droits et Frais d'immatriculation véhicules et engins	83,75	101,39	50,55	36,84
DGT-CP	Autres droits administratifs	15,00	10,56	5,28	8,33
DGT-CP	Frais Permis de travail aux etrangers	105,55	136,53	78,01	67,97
DGT-CP	Frais Extrait de Naissance Biométrique	2,58	0,00	0,00	0,08
DGT-CP	Frais titre foncier	23,57	31,55	15,77	3,38
	AMENDES, PENALITES ET CONFISCATIONS	**245,15**	**215,22**	**133,03**	**143,49**
	Amendes, Pénalités et Confiscations	**245,15**	**215,22**	**133,03**	**143,49**
DGT-CP	Amendes judiciaires	0,07	0,07	0,04	0,00
DGT-CP	Amendes Polices routières	0,98	1,08	0,54	0,40
DGT-CP	Amendes Gendarmerie routière	1,21	1,33	0,67	0,87
DGD	Amendes et Confiscations Douanières	29,70	42,00	19,83	30,16
DGT-CP	Amendes Pêche	3,70	7,50	0,00	2,84
DGI	Amendes et pénalités - DGI	209,50	163,24	111,96	109,22
	TRANSFERTS	**192,43**	**160,14**	**160,14**	**0,00**
	Transferts courants non classés ailleurs	**192,43**	**160,14**	**160,14**	**0,00**
DGT-CP	Autres transferts courants non classés ailleurs	192,43	160,14	160,14	0,00
	RECETTES DIVERSES	**173,91**	**222,00**	**113,50**	**67,90**
	Recettes diverses	**173,91**	**222,00**	**113,50**	**67,90**
DGT-CP	Ristournes sur les recettes des jeux	154,89	201,00	103,00	14,11
DGT-CP	Recettes en atténuation de dépenses	19,02	20,99	10,50	0,00
DGT-CP	Consignations	0,00	0,00	0,00	53,79
DGI	Autres comptes à recevoir (ex.clos) intérieur, RAR DGI	321,38	350,32	198,77	300,34
DGD	*Autres comptes à recevoir (ex.clos) importation, RAR DGD*	1 850,55	530,01	283,68	1 139,20

Source : DGB/DGI/DGD/DGTCP

Tableau 17: Exécution globale des dépenses hors FINEX par phase et par Administration à fin juin 2026 (en Mds GNF)

SECTION	LIBELLE	LFI 2026	P.d'ENG	ENG_CF	taux Eng	LIQUID	taux Liqui	ORDON	taux Ordoncm	PAYE 2025	PAYE 2026	taux Paiemt	taux d'accroi.
		a	b	c	d=c/b	e	f=e/c	g	h=g/e	i	j	k=j/g	l=j/i-1
01	PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	971,43	377,36	611,75	162,11%	611,75	100,00%	611,75	100,00%	199,34	201,50	32,94%	1,09%
02	PRIMATURE	155,99	57,35	35,99	62,76%	35,71	99,23%	35,71	100,00%	18,83	13,75	38,49%	-26,99%
03	MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE	5 985,64	2 579,12	2 443,44	94,74%	2 443,44	100,00%	2 443,44	100,00%	2 515,22	2 337,33	95,66%	-7,07%
04	MINISTERE DE L ADMINISTRATION DU TERRITOIRE ET DE LA DECENTRALISATION	2 615,67	1 197,04	480,52	40,14%	480,03	99,90%	476,89	99,35%	405,97	437,08	91,65%	7,66%
05	MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE	1 188,01	445,37	416,94	93,62%	416,94	100,00%	416,94	100,00%	509,09	388,06	93,07%	-23,77%
06	MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME	932,92	357,46	399,57	111,78%	397,67	99,52%	392,88	98,80%	159,76	147,01	37,42%	-7,98%
07	MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES, DE L'INTEGRATION AFRICAINE ET DES GUINEENS ETABLIS A L'ETRANGER	1 095,76	410,68	340,61	82,94%	336,72	98,86%	329,43	97,84%	278,87	97,33	29,54%	-65,10%
08	MINISTÈRE DU PLAN, DE LA COOPÉRATION INTERNATIONALE ET DU DEVELOPPEMENT	371,35	104,77	58,33	55,68%	58,12	99,63%	57,50	98,93%	36,52	28,06	48,80%	-23,18%
09	MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DU BUDGET	6 751,86	2 733,31	1 906,26	69,74%	1 903,12	99,84%	1 893,82	99,51%	1 651,81	1 683,44	88,89%	1,91%
10	MINISTERE DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION ET DE LA FONCTION PUBLIQUE	353,14	181,88	128,88	70,86%	95,52	74,12%	87,77	91,89%	51,86	67,75	77,19%	30,65%
11	MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE	857,43	477,24	60,32	12,64%	59,85	99,22%	58,84	98,31%	73,51	45,82	77,88%	-37,66%
12	MINISTERE DE LA PECHE ET DE L'ECONOMIE MARITIME	335,88	119,04	41,19	34,60%	40,93	99,36%	37,89	92,59%	35,55	29,19	77,04%	-17,88%
13	MINISTERE DES MINES ET DE LA GEOLOGIE	621,42	235,23	228,00	96,93%	227,93	99,97%	227,29	99,72%	51,27	42,68	18,78%	-16,75%
14	MINISTERES DES INFRASTRUCTURES	4 010,04	613,29	242,54	39,55%	159,40	65,72%	151,86	95,27%	116,59	17,72	11,67%	-84,80%
15	MINISTÈRE DE L'URBANISME, DE L'HABITAT ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TÉRRITOIRE	536,59	142,68	48,27	33,83%	47,43	98,27%	47,14	99,38%	43,13	36,09	76,55%	-16,33%
16	MINISTÈRE DU COMMERCE	19,73	23,04	26,08	113,23%	26,08	100,00%	26,08	100,00%	48,98	19,87	76,17%	-59,44%
17	MINISTÈRE DU TOURISME ET DE L'HÔTELLERIE	0,00	0,56	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00	0,00%	0,00%
18	MINISTERE DE LA SANTE ET DE L'HYGIENE PUBLIQUE	2 131,33	643,21	289,43	45,00%	287,80	99,44%	286,29	99,48%	356,34	242,84	84,82%	-31,85%
19	MINISTERE DE LA FEMME, DE LA FAMILLE ET DE LA SOLIDARITE	419,23	112,68	39,27	34,85%	39,13	99,65%	38,40	98,11%	32,97	27,20	70,84%	-17,50%
20	MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE, DE L'ALPHABETISATION, DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	4 577,76	1 905,99	1 692,97	88,82%	1 668,88	98,58%	1 663,36	99,67%	1 855,25	1 538,25	92,48%	-17,09%
21	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET DE L'EMPLOI	38,89	43,14	51,63	119,69%	51,63	100,00%	51,63	100,00%	103,40	51,53	99,80%	-50,17%
22	MINISTRE DE LA COMMUNICATION, DE L'ÉCONOMIE NUMERIQUE ET DE L'INNOVATION	572,65	183,33	56,67	30,91%	51,37	90,65%	51,05	99,38%	38,14	41,69	81,67%	9,32%
23	MINISTRE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS	802,94	308,77	88,82	28,76%	87,71	98,75%	87,38	99,63%	57,88	31,12	35,62%	-46,22%
24	CONSEIL NATIONAL DE LA TRANSITION	252,56	104,03	130,51	125,46%	130,51	100,00%	130,51	100,00%	99,69	104,26	79,89%	4,59%
25	COUR SUPREME	87,32	62,52	47,26	75,60%	47,26	100,00%	47,26	100,00%	18,88	16,58	35,09%	-12,16%

SECTION	LIBELLE	LFI 2026	P.d'ENG	ENG_CF	taux Eng	LIQUID	taux Liqui	ORDON	taux Ordoncm	PAYE 2025	PAYE 2026	taux Paiemt	taux d'accroi.
		a	b	c	d=c/b	e	f=e/c	g	h=g/e	i	j	k=j/g	l=j/i-1
26	HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION	67,93	34,00	10,23	30,10%	5,07	49,55%	5,07	100,00%	4,75	5,07	100,00 %	6,77%
28	SECRÉTARIAT GÉNÉRAL DU GOUVERNEMENT	130,80	25,66	13,50	52,61%	13,50	100,00%	12,90	95,54%	16,17	7,96	61,74%	-50,75%
30	SECRETARIAT GENERAL AUX AFFAIRES RELIGIEUSES	226,39	88,46	47,66	53,88%	44,56	93,48%	44,47	99,80%	39,64	9,35	21,02%	-76,42%
31	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE	337,46	112,56	86,22	76,60%	85,92	99,65%	83,56	97,26%	162,76	48,75	58,34%	-70,05%
32	MINISTERE DES TRANSPORTS	328,98	177,89	30,71	17,27%	30,59	99,61%	29,04	94,93%	33,17	53,93	185,69%	62,59%
33	GRANDE CHANCELLERIE DES ORDRES NATIONAUX GUINEE	25,11	17,10	12,55	73,39%	12,55	100,00%	12,55	100,00%	4,05	6,57	52,33%	62,15%
34	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	1 682,52	734,12	526,25	71,69%	526,25	100,00%	526,25	100,00%	420,62	427,37	81,21%	1,61%
35	ADMINISTRATION ET CONTRÔLE DES GRANDS PROJETS	316,59	84,59	28,47	33,66%	9,10	31,97%	9,10	100,00%	3,92	9,10	100,00 %	132,23 %
36	MINISTÈRE DE L'ENERGIE	3 575,52	1 412,95	1 428,31	101,09%	1 428,30	100,00%	1 428,22	99,99%	232,81	560,69	39,26%	140,83 %
37	MINISTERE DES POSTES, DES TELECOMMUNICATIONS ET DE L'ECONOMIE NUMERIQUE	9,67	10,18	12,79	125,58%	12,79	100,00%	12,79	100,00%	24,56	12,65	98,96%	-48,48%
40	MINISTERE DE L'ELEVAGE	502,76	143,66	4,43	3,08%	4,43	100,00%	4,43	100,00%	0,00	0,95	21,47%	0,00%
41	MINISTRE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE	415,67	108,64	31,33	28,84%	31,15	99,40%	30,79	98,87%	0,00	15,36	49,88%	0,00%
43	MINISTRE DE LA CULTURE, DU TOURISME ET DE L'ARTISANAT	350,59	100,27	55,39	55,24%	55,07	99,43%	54,70	99,32%	37,66	27,64	50,53%	-26,61%
46	SECRETARIAT GENERAL A LA PRESIDENCE CHARGE DES SERVICES SPECIAUX, DE LA LUTTE CONTRE LA DROGUE ET LE CRIME ORGANISE	78,08	3,02	1,77	58,61%	1,77	100,00%	1,77	100,00%	36,75	0,00	0,00%	- 100,00 %
63	MINISTÈRE DES SPORTS	0,00	1,60	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00	0,00%	0,00%
64	MINISTERE DU BUDGET	47,17	41,46	48,75	117,57%	48,75	100,00%	48,75	100,00%	148,59	48,71	99,93%	-67,22%
73	COUR DES COMPTES	63,28	29,32	29,85	101,80%	29,85	100,00%	29,85	100,00%	18,54	19,24	64,45%	3,77%
79	MINISTERE DE L'ASSAINISSEMENT, DE L'HYDRAULIQUE ET DES HYDROCARBURES	704,16	262,99	232,32	88,34%	198,53	85,46%	198,53	100,00%	0,00	110,84	55,83%	0,00%
81	MINISTERE DE L'EMPLOI, DU TRAVAIL ET DE LA PROTECTION SOCIALE	180,79	58,98	1,30	2,20%	1,30	100,00%	1,30	100,00%	0,00	0,00	0,00%	0,00%
99	DEPENSES COMMUNES	8 593,22	3 265,73	2 324,30	71,17%	2 324,30	100,00%	2 324,30	100,00%	1 613,18	1 809,64	77,86%	12,18%
TOTAL GÉNÉRAL		**53 322,24**	**20 132,27**	**14 791,41**	**73,47%**	**14 568,71**	**98,49%**	**14 509,50**	**99,59%**	**11 556,02**	**10 819,98**	**74,57%**	**-6,37%**

Source : DGB, CHAINE DÉPENSES

Tableau 18: Exécution globale des dépenses hors FINEX par administration et par grande nature économique (base engagement) à fin juin 2026 (en Mds GNF)

SECTION	LIBELLE	LFI 2026	P.Engag	Engag	Charges Financières De La Dette		Dépenses De Personnel		Dépenses De Biens Et Services		Dépenses De Transfert		Dépenses D'Investissement		TOTAL	
					Fin juin 2026	Taux	Fin juin 2026	Taux	Fin juin 2026	Taux	Fin juin 2026	Taux	Fin juin 2026	Taux	Fin juin 2026	Taux
			a	b	c	d=c/b	e	f=e/b	g	h=g/b	i	j=i/b	k	l=k/b	m	n=m/a
01	PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	971,43	377,36	611,75	0,00	0,00%	104,92	17,15%	200,60	32,79%	83,27	13,61%	222,95	36,45%	611,75	162,11%
02	PRIMATURE	155,99	57,35	35,99	0,00	0,00%	6,06	16,85%	27,82	77,31%	2,10	5,84%	0,00	0,00%	35,99	62,76%
03	MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE	5 985,64	2 579,12	2 443,44	0,00	0,00%	1 756,83	71,90%	543,34	22,24%	143,27	5,86%	0,00	0,00%	2 443,44	94,74%
04	MINISTERE DE L ADMINISTRATION DU TERRITOIRE ET DE LA DECENTRALISATION	2 615,67	1 197,04	480,52	0,00	0,00%	37,54	7,81%	426,42	88,74%	16,57	3,45%	0,00	0,00%	480,52	40,14%
05	MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE	1 188,01	445,37	416,94	0,00	0,00%	379,47	91,01%	21,93	5,26%	4,58	1,10%	10,96	2,63%	416,94	93,62%
06	MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME	932,92	357,46	399,57	0,00	0,00%	141,70	35,46%	8,70	2,18%	21,05	5,27%	228,12	57,09%	399,57	111,78%
07	MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES, DE L'INTEGRATION AFRICAINE ET DES GUINEENS ETABLIS A L'ETRANGER	1 095,76	410,68	340,61	0,00	0,00%	160,22	47,04%	138,43	40,64%	38,27	11,24%	3,69	1,08%	340,61	82,94%
08	MINISTÈRE DU PLAN, DE LA COOPÉRATION INTERNATIONALE ET DU DEVELOPPEMENT	371,35	104,77	58,33	0,00	0,00%	25,97	44,52%	7,65	13,12%	24,71	42,36%	0,00	0,00%	58,33	55,68%
09	MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DU BUDGET	6 751,86	2 733,31	449,11	1 457,14	324,45%	334,04	74,38%	42,65	9,50%	1,32	0,29%	71,09	15,83%	1 906,24	69,74%
10	MINISTERE DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION ET DE LA FONCTION PUBLIQUE	353,14	181,88	128,88	0,00	0,00%	60,31	46,80%	2,95	2,29%	18,06	14,01%	47,56	36,90%	128,88	70,86%
11	MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE	857,43	477,24	60,32	0,00	0,00%	46,51	77,11%	8,64	14,32%	5,01	8,31%	0,16	0,26%	60,32	12,64%
12	MINISTERE DE LA PECHE ET DE L'ECONOMIE MARITIME	335,88	119,04	41,19	0,00	0,00%	26,77	64,99%	4,96	12,04%	9,44	22,91%	0,02	0,05%	41,19	34,60%
13	MINISTERE DES MINES ET DE LA GEOLOGIE	621,42	235,23	228,00	0,00	0,00%	39,95	17,52%	1,95	0,85%	186,11	81,63%	0,00	0,00%	228,00	96,93%
14	MINISTERES DES INFRASTRUCTURES	4 010,04	613,29	242,54	0,00	0,00%	17,84	7,36%	5,45	2,25%	0,01	0,00%	219,24	90,40%	242,54	39,55%
15	MINISTÈRE DE L'URBANISME, DE L'HABITAT ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TÉRRITOIRE	536,59	142,68	48,27	0,00	0,00%	33,27	68,92%	1,36	2,83%	2,98	6,17%	10,66	22,09%	48,27	33,83%
16	MINISTÈRE DU COMMERCE	19,73	23,04	26,08	0,00	0,00%	26,07	99,96%	0,00	0,00%	0,01	0,04%	0,00	0,00%	26,08	113,23%
17	MINISTÈRE DU TOURISME ET DE L'HÔTELLERIE	0,00	0,56	0,00	0,00	#DIV/0!	0,00	#DIV/0!	0,00	#DIV/0!	0,00	#DIV/0!	0,00	#DIV/0!	0,00	0,00%
18	MINISTERE DE LA SANTE ET DE L'HYGIENE PUBLIQUE	2 131,33	643,21	289,43	0,00	0,00%	245,26	84,74%	37,45	12,94%	0,06	0,02%	6,65	2,30%	289,43	45,00%

SECTION	LIBELLE	LFI 2026	P.Engag	Engag	Charges Financières De La Dette		Dépenses De Personnel		Dépenses De Biens Et Services		Dépenses De Transfert		Dépenses D'Investissement		TOTAL	
					Fin juin 2026	Taux	Fin juin 2026	Taux	Fin juin 2026	Taux	Fin juin 2026	Taux	Fin juin 2026	Taux	Fin juin 2026	Taux
			a	b	c	d=c/b	e	f=e/b	g	h=g/b	i	j=i/b	k	l=k/b	m	n=m/a
19	MINISTERE DE LA FEMME, DE LA FAMILLE ET DE LA SOLIDARITE	419,23	112,68	39,27	0,00	0,00%	25,69	65,41%	11,41	29,06%	2,01	5,11%	0,16	0,41%	39,27	34,85%
20	MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE, DE L'ALPHABETISATION, DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	4 577,76	1 905,99	1 692,97	0,00	0,00%	1 566,94	92,56%	74,40	4,39%	30,19	1,78%	21,44	1,27%	1 692,97	88,82%
21	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET DE L'EMPLOI	38,89	43,14	51,63	0,00	0,00%	51,62	99,97%	0,00	0,00%	0,01	0,03%	0,00	0,00%	51,63	119,69%
22	MINISTRE DE LA COMMUNICATION, DE L'ÉCONOMIE NUMERIQUE ET DE L'INNOVATION	572,65	183,33	56,67	0,00	0,00%	41,14	72,60%	5,40	9,53%	4,88	8,62%	5,24	9,25%	56,67	30,91%
23	MINISTRE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS	802,94	308,77	88,82	0,00	0,00%	25,71	28,95%	13,93	15,69%	9,95	11,20%	39,22	44,16%	88,82	28,76%
24	CONSEIL NATIONAL DE LA TRANSITION	252,56	104,03	130,51	0,00	0,00%	80,51	61,69%	0,00	0,00%	50,00	38,31%	0,00	0,00%	130,51	125,46%
25	COUR SUPREME	87,32	62,52	47,26	0,00	0,00%	6,06	12,82%	0,00	0,00%	21,05	44,53%	20,16	42,65%	47,26	75,60%
26	HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION	67,93	34,00	10,23	0,00	0,00%	1,67	16,33%	0,00	0,00%	3,40	33,22%	5,16	50,45%	10,23	30,10%
28	SECRÉTARIAT GÉNÉRAL DU GOUVERNEMENT	130,80	25,66	13,50	0,00	0,00%	7,69	56,97%	3,66	27,12%	1,15	8,52%	1,00	7,38%	13,50	52,61%
30	SECRETARIAT GENERAL AUX AFFAIRES RELIGIEUSES	226,39	88,46	47,66	0,00	0,00%	9,05	18,99%	3,35	7,02%	2,33	4,88%	32,94	69,10%	47,66	53,88%
31	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE	337,46	112,56	86,22	0,00	0,00%	79,38	92,06%	4,48	5,19%	2,37	2,74%	0,00	0,00%	86,22	76,60%
32	MINISTERE DES TRANSPORTS	328,98	177,89	30,71	0,00	0,00%	25,57	83,26%	1,33	4,34%	3,69	12,01%	0,12	0,39%	30,71	17,27%
33	GRANDE CHANCELLERIE DES ORDRES NATIONAUX GUINEE	25,11	17,10	12,55	0,00	0,00%	0,58	4,66%	0,00	0,00%	11,96	95,34%	0,00	0,00%	12,55	73,39%
34	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	1 682,52	734,12	526,25	0,00	0,00%	351,33	66,76%	6,38	1,21%	168,55	32,03%	0,00	0,00%	526,25	71,69%
35	ADMINISTRATION ET CONTRÔLE DES GRANDS PROJETS	316,59	84,59	28,47	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	9,10	31,97%	19,37	68,03%	28,47	33,66%
36	MINISTÈRE DE L'ENERGIE	3 575,52	1 412,95	1 428,31	0,00	0,00%	25,77	1,80%	3,58	0,25%	1 387,83	97,17%	11,13	0,78%	1 428,31	101,09%
37	MINISTERE DES POSTES, DES TELECOMMUNICATIONS ET DE L'ECONOMIE NUMERIQUE	9,67	10,18	12,79	0,00	0,00%	12,78	99,96%	0,00	0,00%	0,00	0,04%	0,00	0,00%	12,79	125,58%
40	MINISTERE DE L'ELEVAGE	502,76	143,66	4,43	0,00	0,00%	0,95	21,52%	3,48	78,47%	0,00	0,01%	0,00	0,00%	4,43	3,08%

SECTION	LIBELLE	LFI 2026	P.Engag	Engag	Charges Financières De La Dette		Dépenses De Personnel		Dépenses De Biens Et Services		Dépenses De Transfert		Dépenses D'Investissement		TOTAL	
					Fin juin 2026	Taux	Fin juin 2026	Taux	Fin juin 2026	Taux	Fin juin 2026	Taux	Fin juin 2026	Taux	Fin juin 2026	Taux
			a	b	c	d=c/b	e	f=e/b	g	h=g/b	i	j=i/b	k	l=k/b	m	n=m/a
41	MINISTRE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE	415,67	108,64	31,33	0,00	0,00%	12,97	41,40%	4,05	12,91%	5,00	15,97%	9,31	29,72%	31,33	28,84%
43	MINISTRE DE LA CULTURE, DU TOURISME ET DE L'ARTISANAT	350,59	100,27	55,39	0,00	0,00%	27,17	49,04%	26,22	47,34%	2,00	3,61%	0,00	0,00%	55,39	55,24%
46	SECRETARIAT GENERAL A LA PRESIDENCE CHARGE DES SERVICES SPECIAUX, DE LA LUTTE CONTRE LA DROGUE ET LE CRIME ORGANISE	78,08	3,02	1,77	0,00	0,00%	0,00	0,00%	1,77	100,00 %	0,00	0,00%	0,00	0,00%	1,77	58,61%
63	MINISTÈRE DES SPORTS	0,00	1,60	0,00	0,00	#DIV/0!	0,00	#DIV/0!	0,00	#DIV/0!	0,00	#DIV/0!	0,00	#DIV/0!	0,00	0,00%
64	MINISTERE DU BUDGET	47,17	41,46	48,75	0,00	0,00%	48,73	99,96%	0,00	0,00%	0,02	0,04%	0,00	0,00%	48,75	117,57%
73	COUR DES COMPTES	63,28	29,32	29,85	0,00	0,00%	8,96	30,01%	0,00	0,00%	20,89	69,99%	0,00	0,00%	29,85	101,80%
79	MINISTERE DE L'ASSAINISSEMENT, DE L'HYDRAULIQUE ET DES HYDROCARBURES	704,16	262,99	232,32	0,00	0,00%	2,07	0,89%	35,39	15,23%	135,45	58,30%	59,41	25,57%	232,32	88,34%
81	MINISTERE DE L'EMPLOI, DU TRAVAIL ET DE LA PROTECTION SOCIALE	180,79	58,98	1,30	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,05	3,66%	1,25	96,34%	0,00	0,00%	1,30	2,20%
99	DEPENSES COMMUNES	8 593,22	3 265,73	2 324,30	0,00	0,00%	139,98	6,02%	1 242,87	53,47%	941,45	40,50%	0,00	0,00%	2 324,30	71,17%
Total général		**53 322,24**	**20 132,27**	**13 334,26**	**1 457,14**	**10,93%**	**5 995,08**	**44,96%**	**2 922,04**	**21,91%**	**3 371,37**	**25,28%**	**1 045,77**	**7,84%**	**14 791,40**	**73,47%**

Source : DGB, CHAINE DÉPENSES

Tableau 19:Exécution globale des dépenses des douzième provisoires par administration et par grande nature économique (base paiement) à fin juin 2026 (Mds GNF)

SECTION	LIBELLE	LFI 2026	P.d'ENG	ENG_CF	Charges Financières De La Dette		Dépenses De Personnel		Dépenses De Biens Et Services		Dépenses De Transfert		Total Dépenses D'Investissement		Total général	
					Fin juin 2026	Taux	Fin juin 2026	Taux	Fin juin 2026	Taux	Fin juin 2026	Taux	Fin juin 2026	Taux	Fin juin 2026	Taux
		a	b	c	d	e=d/c	f	g=f/c	h	i=h/c	j	k=j/c	l	m=l/c	n	o=n/b
01	PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	1 101,36	377,36	611,75	0,00	0,00%	104,92	17,15%	58,83	9,62%	37,75	6,17%	172,61	28,22%	374,12	99,14%
02	PRIMATURE	155,99	57,35	35,99	0,00	0,00%	6,06	16,85%	7,68	21,35%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	13,75	23,97%
03	MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE	6 072,34	2 579,12	2 443,44	0,00	0,00%	1 754,00	71,78%	465,94	19,07%	117,39	4,80%	0,00	0,00%	2 337,33	90,63%
04	MINISTERE DE L ADMINISTRATION DU TERRITOIRE ET DE LA DECENTRALISATION	2 984,04	1 197,04	480,52	0,00	0,00%	37,08	7,72%	400,00	83,24 %	0,00	0,00%	139,69	29,07%	576,77	48,18%
05	MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE	1 188,01	445,37	416,94	0,00	0,00%	378,35	90,74 %	9,71	2,33%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	388,06	87,13%
06	MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME	932,92	357,46	399,57	0,00	0,00%	141,66	35,45%	0,00	0,00%	5,35	1,34%	0,00	0,00%	147,01	41,13%
07	MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES, DE L'INTEGRATION AFRICAINE ET DES GUINEENS ETABLIS A L'ETRANGER	1 095,76	410,68	340,61	0,00	0,00%	24,67	7,24%	64,15	18,83%	8,51	2,50%	0,00	0,00%	97,33	23,70%
08	MINISTÈRE DU PLAN, DE LA COOPÉRATION INTERNATIONALE ET DU DEVELOPPEMENT	482,85	104,77	58,33	0,00	0,00%	27,18	46,60 %	0,00	0,00%	0,88	1,50%	40,38	69,22%	68,43	65,32%
09	MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DU BUDGET	6 811,86	2 733,31	449,11	1 457,14	324,45 %	170,36	37,93%	0,02	0,00%	1,25	0,28%	54,13	12,05%	1 682,89	61,57%
10	MINISTERE DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION ET DE LA FONCTION PUBLIQUE	388,34	181,88	128,88	0,00	0,00%	60,25	46,75%	0,00	0,00%	7,50	5,82%	0,00	0,00%	67,75	37,25%
11	MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE	1 912,23	477,24	60,32	0,00	0,00%	45,82	75,97%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	316,04	523,98 %	361,86	75,82%
12	MINISTERE DE LA PECHE ET DE L'ECONOMIE MARITIME	545,87	119,04	41,19	0,00	0,00%	26,72	64,88%	0,00	0,00%	2,46	5,98%	82,55	200,42 %	111,74	93,87%
13	MINISTERE DES MINES ET DE LA GEOLOGIE	747,25	235,23	228,00	0,00	0,00%	39,28	17,23%	0,00	0,00%	3,40	1,49%	43,13	18,91%	85,81	36,48%
14	MINISTERES DES INFRASTRUCTURES	5 193,78	613,29	242,54	0,00	0,00%	17,72	7,31%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	211,08	87,03%	228,81	37,31%
15	MINISTÈRE DE L'URBANISME, DE L'HABITAT ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TÉRRITOIRE	1 119,00	142,68	48,27	0,00	0,00%	33,12	68,62%	0,00	0,00%	2,96	6,14%	2,18	4,51%	38,26	26,82%
16	MINISTÈRE DU COMMERCE	19,73	23,04	26,08	0,00	0,00%	19,87	76,17%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	10,60	40,62%	30,46	132,24%

SECTION	LIBELLE	LFI 2026	P.d'ENG	ENG_CF	Charges Financières De La Dette		Dépenses De Personnel		Dépenses De Biens Et Services		Dépenses De Transfert		Total Dépenses D'Investissement		Total général	
					Fin juin 2026	Taux	Fin juin 2026	Taux	Fin juin 2026	Taux	Fin juin 2026	Taux	Fin juin 2026	Taux	Fin juin 2026	Taux
		a	b	c	d	e=d/c	f	g=f/c	h	i=h/c	j	k=j/c	l	m=l/c	n	o=n/b
17	MINISTÈRE DU TOURISME ET DE L'HÔTELLERIE	0,00	0,56	0,00	0,00	#DIV/0!	0,00	#DIV/0!	0,00	#DIV/0!	0,00	#DIV/0!	0,00	#DIV/0!	0,00	0,00%
18	MINISTERE DE LA SANTE ET DE L'HYGIENE PUBLIQUE	3 761,05	643,21	289,43	0,00	0,00%	242,84	83,90 %	0,00	0,00%	0,00	0,00%	126,90	43,84%	369,74	57,48%
19	MINISTERE DE LA FEMME, DE LA FAMILLE ET DE LA SOLIDARITE	699,84	112,68	39,27	0,00	0,00%	25,20	64,17%	0,00	0,00%	2,00	5,09%	20,44	52,06%	47,64	42,28%
20	MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE, DE L'ALPHABETISATION, DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	5 712,87	1 905,99	1 692,97	0,00	0,00%	1 508,38	89,10%	0,08	0,00%	29,79	1,76%	37,88	2,24%	1 576,13	82,69%
21	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET DE L'EMPLOI	38,89	43,14	51,63	0,00	0,00%	51,53	99,80 %	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	51,53	119,45%
22	MINISTRE DE LA COMMUNICATION, DE L'ÉCONOMIE NUMERIQUE ET DE L'INNOVATION	883,19	183,33	56,67	0,00	0,00%	39,11	69,02 %	2,58	4,55%	0,00	0,00%	13,26	23,39%	54,95	29,97%
23	MINISTRE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS	802,94	308,77	88,82	0,00	0,00%	23,98	26,99%	0,00	0,00%	3,18	3,58%	3,97	4,47%	31,12	10,08%
24	CONSEIL NATIONAL DE LA TRANSITION	252,56	104,03	130,51	0,00	0,00%	80,51	61,69%	0,00	0,00%	23,75	18,20%	0,00	0,00%	104,26	100,22%
25	COUR SUPREME	87,32	62,52	47,26	0,00	0,00%	6,06	12,82%	0,00	0,00%	10,52	22,26%	0,00	0,00%	16,58	26,53%
26	HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION	67,93	34,00	10,23	0,00	0,00%	1,67	16,33%	0,00	0,00%	3,40	33,22%	0,00	0,00%	5,07	14,92%
28	SECRÉTARIAT GÉNÉRAL DU GOUVERNEMENT	130,80	25,66	13,50	0,00	0,00%	7,69	56,97%	0,27	2,02%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	7,96	31,03%
30	SECRETARIAT GENERAL AUX AFFAIRES RELIGIEUSES	226,39	88,46	47,66	0,00	0,00%	9,02	18,93%	0,00	0,00%	0,33	0,68%	0,00	0,00%	9,35	10,57%
31	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE	384,76	112,56	86,22	0,00	0,00%	46,65	54,10%	0,00	0,00%	2,10	2,44%	0,00	0,00%	48,75	43,31%
32	MINISTERE DES TRANSPORTS	490,39	177,89	30,71	0,00	0,00%	53,93	175,59 %	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	53,93	30,32%
33	GRANDE CHANCELLERIE DES ORDRES NATIONAUX GUINEE	25,11	17,10	12,55	0,00	0,00%	0,58	4,66%	0,00	0,00%	5,98	47,67%	0,00	0,00%	6,57	38,41%
34	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	1 881,59	734,12	526,25	0,00	0,00%	258,92	49,20 %	0,00	0,00%	168,45	32,01%	0,00	0,00%	427,37	58,22%

SECTION	LIBELLE	LFI 2026	P.d'ENG	ENG_CF	Charges Financières De La Dette		Dépenses De Personnel		Dépenses De Biens Et Services		Dépenses De Transfert		Total Dépenses D'Investissement		Total général	
					Fin juin 2026	Taux	Fin juin 2026	Taux	Fin juin 2026	Taux	Fin juin 2026	Taux	Fin juin 2026	Taux	Fin juin 2026	Taux
		a	b	c	d	e=d/c	f	g=f/c	h	i=h/c	j	k=j/c	l	m=l/c	n	o=n/b
35	ADMINISTRATION ET CONTRÔLE DES GRANDS PROJETS	316,59	84,59	28,47	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	9,10	31,97%	0,00	0,00%	9,10	10,76%
36	MINISTÈRE DE L'ENERGIE	4 672,11	1 412,95	1 428,31	0,00	0,00%	25,77	1,80%	0,00	0,00%	534,91	37,45%	207,98	14,56%	768,66	54,40%
37	MINISTERE DES POSTES, DES TELECOMMUNICATIONS ET DE L'ECONOMIE NUMERIQUE	9,67	10,18	12,79	0,00	0,00%	12,65	98,96%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	12,65	124,27%
40	MINISTERE DE L'ELEVAGE	804,64	143,66	4,43	0,00	0,00%	0,95	21,47%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,95	0,66%
41	MINISTRE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE	634,25	108,64	31,33	0,00	0,00%	15,36	49,02 %	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	15,36	14,14%
43	MINISTRE DE LA CULTURE, DU TOURISME ET DE L'ARTISANAT	350,59	100,27	55,39	0,00	0,00%	27,14	48,99%	0,00	0,00%	0,50	0,90%	0,00	0,00%	27,64	27,56%
46	SECRETARIAT GENERAL A LA PRESIDENCE CHARGE DES SERVICES SPECIAUX, DE LA LUTTE CONTRE LA DROGUE ET LE CRIME ORGANISE	78,08	3,02	1,77	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%
63	MINISTÈRE DES SPORTS	0,00	1,60	0,00	0,00	#DIV/0!	0,00	#DIV/0!	0,00	#DIV/0!	0,00	#DIV/0!	0,00	#DIV/0!	0,00	0,00%
64	MINISTERE DU BUDGET	47,17	41,46	48,75	0,00	0,00%	48,71	99,93%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	48,71	117,48%
73	COUR DES COMPTES	63,28	29,32	29,85	0,00	0,00%	8,96	30,01%	0,00	0,00%	10,28	34,44%	0,00	0,00%	19,24	65,61%
79	MINISTERE DE L'ASSAINISSEMENT, DE L'HYDRAULIQUE ET DES HYDROCARBURES	2 231,52	262,99	232,32	0,00	0,00%	1,62	0,70%	23,25	10,01%	85,96	37,00%	95,88	41,27%	206,72	78,60%
81	MINISTERE DE L'EMPLOI, DU TRAVAIL ET DE LA PROTECTION SOCIALE	180,79	58,98	1,30	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%
99	DEPENSES COMMUNES	8 595,72	3 265,73	2 324,30	0,00	0,00%	124,98	5,38%	743,21	31,98%	941,45	40,50%	0,00	0,00%	1 809,64	55,41%
Total général		**64 181,38**	**20 132,27**	**13 334,26**	**1 457,14**	**10,93%**	**5 509,32**	**41,32%**	**1 775,72**	**13,32%**	**2 019,16**	**15,14%**	**1 578,69**	**11,84%**	**12 340,02**	**61,29%**

Source : DGB, CHAINE DEPENSES